Grande marche: les journaux anglophones ont mal compris le message

GRACIEUSETÉ: RICHARD DUPUIS

La Grande marche pour l'égalité linguistique a attiré 650 marcheurs dans les rues de Moncton.

DIEPPE - Le Front commun pour l'affichage bilingue dénonce ce qu'il qualifie d'une récupération politique de la Grande marche pour l'égalité linguistique.

Justin Dupuis
justin.dupuis@acadienouvelle.com

Samedi dernier, les organisateurs de la Grande marche pour l'égalité linguistique ont affirmé que 650 personnes s'étaient donné rendez-vous à Moncton afin de célébrer les progrès de la province en matière de bilinguisme.

Le même jour, un éditorial du Telegraph Journal de Saint-Jean, propriété de l'empire Irving, se réjouissait de cet événement puisqu'il s'agissait d'une preuve que les organisateurs et les Néo-Brunswickois s'éloignent de la «mentalité ...tionniste des «deux solitudes». ...hangement de donne important, dit l'éditorial, «puisque la véritable égalité est l'antithèse de la dualité».

L'éditorial critique la dualité en éducation et celle qui est réclamée en santé.

Il va même jusqu'à faire un lien entre la dualité néo-brunswickoise et la ségrégation dont ont été victimes les Noirs américains.

Hier, le porte-parole du Front commun pour l'affichage bilingue a tenu à dénoncer cette «récupération politique» de l'activité par le quotidien anglophone.

«L'intention des organisateurs de la marche n'était pas celle exprimée par l'éditorial du Telegraph Journal. Pour une raison ou une autre, on a essayé de dire que les anglophones étaient tellement tolérants maintenant qu'on a plus besoin d'institutions francophones distinctes homogènes», affirme Martin LeBlanc Rioux.

«Le message (de la marche) était plutôt que la raison pour laquelle on peut vivre ensemble, c'est qu'on a des institutions distinctes et nous pouvons maintenant collaborer sur un même pied d'égalité.»

Interrogée à ce sujet, la porte-parole francophone de la Grande marche pour l'egalité linguistique, Gabrielle Viger confirme que le contenu de l'éditorial ne reflète pas les intentions des organisateurs.

«Nous sommes d'accord que nous voulons éliminer les deux solitudes, mais nous ne sommes pas d'accord avec des choses comme un retour vers des écoles bilingues», de dire Mme Viger.

La situation, note-t-elle, démontre bien qu'il reste du travail à faire afin de sensibiliser les deux groupes linguistiques relativement à leurs défis respectifs et que les solutions pour les surmonter ne sont pas les mêmes.

«(La dualité), ce n'est pas les deux solitudes où chacun travaille de son bord, mais plutôt d'avoir des institutions propres à chacune des communautés en fonction du respect de leurs droits, précise-t-elle. Nous ne pouvons pas donner les mêmes droits à chacune des deux communautés alors qu'elles ont des besoins différents.

Quoi qu'il en soit, M. LeBlanc Rioux note que malgré les bonnes intentions des organisateurs de la Grande marche pour l'egalité linguistique, son message devra être mieux concis à l'avenir.

«Si nous organisons un autre événement comme celui-là l'année prochaine, il faudrait être plus clair en ce qui a trait à son sens. Si nous ne faisons que dire que c'est pour la bonne entente et l'harmonie sociale, un message aussi ambigu pourra être récupéré de toutes les manières possibles», juge-t-il.

Si elle dit juger que la majorité des participants avaient bien saisi l'objectif du rassemblement de samedi dernier, Mme Viger admet tout de même qu'«idealement, il faudrait s'assurer que chacun comprend qu'on celèbre les progrès accomplis en matière du respect des droits de chacune des communautés linguistiques».

SPÉCIAL
Snack au poulet
2 pour 1
Mercredi 20 octobre seulement à vos
Dixie Lee
Lamèque 344-5347
Shippagan 336-2354
De l'ouverture à la fermeture
Sincères remerciements à toute notre clientèle!
Chaque restaurant se réserve le droit de limiter les quantités.

EN BREF

Bijouterie dévalisée près d'un poste de police à Bathurst

BATHURST - Un vol audacieux a eu lieu dimanche, vers 19 h 30, à la bijouterie Tower, au centre-ville de Bathurst. Trois individus cagoulés sont entrés par effraction dans le magasin et ont dérobé des bijoux. La rapidité à laquelle le méfait a été perpétré laisse présager qu'il est l'oeuvre de professionnels. En l'espace de peu de temps, les trois voleurs ont pu faire main basse sur de la marchandise avant que les policiers n'arrivent. Le poste de police est à proximité du commerce. La Sûreté municipale de Bathurst demande l'aide de témoins qui auraient des indices ou aperçu une activité suspecte, en arrière de l'édifice, sur le boulevard Harbourview. - BS

POISSONNERIE PORT-ROYAL
située au 90, rue Principale, quai de Lamèque (506) 344-0404
SUPER SOLDE
pour la Semaine de la coopération, du 17 au 23 octobre 2010

	Régulier	Spécial
• Oreilles de morue salée (sac de 4 - 5 lb)	2,49 $/lb	1,99 $/lb
• Filets de morue du Nord (5 ou 10 lb)	5,85 $/lb	4,99 $/lb
• Queues de morue 4 oz (5 ou 10 lb)	4,39 $/lb	3,89 $/lb
• Dos de morue 6 oz (5 ou 10lb)	5 49 $/lb	4,79 $/lb
• Filets de plie 3-5 oz (5 ou 10 lb)	5,25 $/lb	4,69 $/lb
• Barbue salée 12 heures (5 ou 10 lb)	4,99 $/lb	4,39 $/lb
• Filets d'aiglefin (5 ou 10 lb)	4,49 $/lb	3,79 $/lb
• Filet de sébaste (sac 4 - 5 lb)	3,49 $/lb	3,00 $/lb
• Chair de homard (queues, pattes, joints) (11,3 oz)	16,50 $/ch.	13,99 $/ch.
• Crevettes XX larges (sac de 5 lb)	6,75 $/lb	5,89 $/lb
• Crevettes X larges (sac de 5 lb)	5,60 $/lb	5,00 $/lb
• Crevettes larges (sac de 5 lb)	5,25 $/lb	4,60 $/lb
• Crevettes moyennes (sac de 5 lb)	4,50 $/lb	3,75 $/lb
• Crevettes tignées 26-30 (sac de 1 lb)	7,25 $/lb	6,00 $/lb
• Crevettes cocktail (sac de 2 lb)	8,00 $/lb	6,59 $/lb
• Pétoncles 20-30 (sac de 5 lb)	12,60 $/lb	10,25 $/lb
• Pétoncles 30-40 (sac de 5 lb)	11,65 $/lb	9,95 $/lb
• Brisures de pétoncles petits morceaux (sac de 5 lb)	7,50 $/lb	6,00 $/lb
• Pot de palourdes (bar clams)	12,49 $/ch.	10,29 $/ch.

Veuillez prendre note que nos heures d'ouverture sont lundi et mardi de 9 h à 19 h et mercredi au samedi de 9 h à midi et de 13 h à 17 h.
Jusqu'à épuisement des produits. La poissonnerie se réserve le droit de limiter la quantité par client.
Le conseil d'administration et tout le personnel vous souhaitent une bonne Semaine de la coopération.

La nomination de Trevor Holder à la culture est critiquée

Publié à 6h00 le jeudi 21 octobre 2010

Le premier ministre David Alward a récemment nommé son tout premier cabinet, qui dans son ensemble, a été plutôt bien accueilli en Acadie. Le milieu artistique acadien n'a toutefois pas tardé à réagir à la nomination du ministre du Mieux-être, de la Culture et du Sport, qui hérite également de Tourisme et Parcs, Trevor Holder, parce qu'il ne parle pas français.

A12 CHANTAL ROUSSEL
L'ÉTOILE

Dans l'ensemble, le cabinet du premier ministre Alward est bien accueilli par les artistes. Cinq députés francophones ont obtenu un poste au conseil des ministres, ce qui réjouit Carmen Gibbs, directrice générale de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick. «Comme Acadienne, je suis contente. Les Paul Robichaud, Madeleine Dubé, Marie-Claude Blais et Claude Williams ont obtenu de gros ministères. Donc, l'Acadie est bien représentée. En tant que femme aussi, je suis contente. Il y a eu cinq postes donnés à des femmes. C'est un bon geste de la part du premier ministre. Et aussi, je me réjouis que le ministre de l'Éducation, Jody Carr soit bilingue.»

AGRANDIR LA PHOTO

Matthew Sherwood/Telegraph-Journal

Le premier ministre David Alward aux côtés de Trevor Holder, lors de son assermentation au poste de ministre du Mieux-être, de la Culture et du Sport. Monsieur Holder a aussi hérité du ministère du Tourisme et des Parcs.

Cependant, la nomination de Trevor Holder à titre de ministre de la Culture surprend et déçoit la porte-parole du regroupement artistique. «Je ne veux pas porter de jugement sur les compétences du nouveau ministre, car je ne le connais pas encore. Mais je trouve ça vraiment étonnant, et je dirais même inacceptable, qu'on puisse nommer un ministre de la Culture unilingue, quelqu'un qui n'est pas en mesure de parler aux différentes communautés culturelles dans leur langue. C'est désolant! On ne pensait jamais que ça se produirait.»

Mme Gibbs admet avoir déjà travaillé avec un ministre de la Culture unilingue anglophone, Dennis Furlong, mais pour une période assez brève. «Il a eu ce poste pendant moins d'un an, et c'était une période difficile. C'est sûr que se faire traduire, ce n'est vraiment pas la même chose.»

Elle ajoute que sa critique n'est pas adressée à M. Holder, mais plutôt au premier ministre, qui est responsable de la nomination.

Unilingue anglophone ou pas, l'AAAPNB va tout de même poursuivre son travail de lobbyisme auprès du gouvernement. «C'est sûr que le fait qu'il a hérité du ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport et du ministère du Tourisme et des Parcs, je m'inquiète de la place qu'on va laisser à la culture dans tout ça. J'ai des craintes qu'elle soit reléguée au second plan. Mais on va tout faire, avec le ministre et le nouveau gouvernement, pour s'assurer que ça ne se passe pas comme ça. Il ne faut pas oublier que depuis 2004, on a travaillé aux états généraux des arts et la culture dans la société acadienne. Toute la société acadienne a développé une stratégie de 10 ans. On ne voudrait pas que le travail de toute la société soit mis au second plan.»

D'autres intervenants du milieu artistique et culturel souhaitent d'abord donner la chance au coureur avant d'émettre des critiques. C'est le cas de Jac Gautreau, artiste multidisciplinaire et de Marguerite Maillet, propriétaire de la maison d'édition Bouton d'Or d'Acadie.

«Quand j'ai appris que M. Holder ne parlait pas français, ça m'a un peu surpris, déclare Jac Gautreau, mais, cela étant dit, je n'ai pas de raison de croire une chose ou l'autre à ce moment-ci. Si jamais il a besoin d'être «briefé» sur les arts et la culture, je serai disponible.»

Mme Maillet pense aussi qu'il faut donner du temps à M. Holder de faire ses preuves avant de porter tout jugement sur ses qualités de ministre.

Le directeur général du Théâtre Capitol à Moncton et programmeur artistique Marc Chouinard ajoute pour sa part sa voix à celle de l'AAAPNB pour critiquer cette nomination. «Pour mon secteur, ce n'est pas satisfaisant. Ce n'est pas le choix que j'aurais fait. Quand on va rencontrer cette personne pour lui parler de nos dossiers, il va falloir qu'il y ait de la traduction. Comme je préfère toujours traduire moi-même mes propres documents, on parle de plus de travail, plus d'énergie. Et avec les ressources humaines peu nombreuses qu'on a dans le secteur, il va donc falloir travailler plus fort.»

Ouvrez une session ou inscrivez-vous gratuitement

Vous n'etes pas connecté. Vous pouvez ouvrir une session ou créer un **compte Jminforme gratuitement**.

Les visiteurs avec un compte Jminforme peuvent commenter les articles, participer aux concours et bien plus. Le **compte Jminforme** vous donne accès à plusieurs fonctions dans les sites Jminforme et Canadaeast.

NON À L'EXPLORATION PÉTROLIÈRE DANS LE GOLFE, CROIT L'AFMNB

Publié à 6h00 le jeudi 21 octobre 2010

L'exploration et l'exploitation des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent et la baie des Chaleurs inquiète. Assez en tout cas pour que l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) qui appuie sans réserve la région québécoise des Îles-de-la-Madeleine dans sa demande de moratoire sur cette question.

B5 RÉAL FRADETTE
L'ÉTOILE

Le maire madelinot, Joël Arseneau, est préoccupé par les intentions des quelques industries de vouloir procéder à d'éventuels forages pétroliers dans cette portion de mer davantage reconnue pour la pêche commerciale et les attraits touristiques.

AGRANDIR LA PHOTO

Photo Réal Fradette, L'Étoile

Le maire des Îles-de-la-Madeleine, Joël Arseneau, parle d'exploration pétrolière avec le président du Forum des maires de la Péninsule acadienne, Jonathan Roch Noël, et le président de l'AFMNB, Jean-Paul Savoie.

En se fiant notamment sur le récent désastre écologique survenu dans le golfe du Mexique avec la pétrolière britannique British Petroleum, l'élu québécois est venu demander l'aide de ses confrères francophones et acadiens du Nouveau-Brunswick. L'AFMNB a donc voté une résolution d'appui, dimanche, dans le cadre de son assemblée générale annuelle.

«Nous partageons le même espace marin. Toutes les municipalités côtières et du littoral ont une responsabilité avec le golfe, le poumon économique de nos régions côtières. Il semble sur le point de se mettre en place les conditions pour cette nouvelle industrie. Ce n'est pas un dossier de juridiction municipale, c'est vrai, mais ça va influer nos municipalités pour le meilleur et pour le pire», a déclaré M. Arseneau.

Il a ajouté qu'une compagnie ayant un lien à Halifax effectue des levées systémiques sous-marines depuis quelques jours, une première étape visant à un premier forage à seulement 70 km des Îles-de-la-Madeleine et à près de 250 km des côtes acadiennes. Selon ses propos, il faut déjà s'intéresser de près à ce qui s'y passe et ne pas laisser Terre-Neuve-et-Labrador, en faveur de ce type d'exploitation, dicter seule la conduite des quatre autres provinces liées au golfe du Saint-Laurent. Sans oublier que le Québec a récemment imposé un moratoire pour de telles recherches dans l'estuaire du fleuve.

«Nous demandons d'être consultés avant d'être placés devant un fait accompli. Il y a encore beaucoup trop de questions sans réponses. Nous devons faire une approche de précaution, car il n'y a pas de frontière en mer. Nous voulons un temps d'arrêt afin d'approfondir nos connaissances», a exprimé Joël Arseneau.

Selon ses propos, les compagnies pétrolières sont limitées à un plafond de 40 millions $ en dédommagements en cas de catastrophe écologique. Une somme dérisoire en comparaison aux retombées annuelles de 650 millions $ que rapportent la pêche et le tourisme aux Îles-de-la-Madeleine.

Le maire entend d'ailleurs mettre en place un forum interprovincial sur cette question, cet hiver. Il a d'ailleurs invité le Nouveau-Brunswick à y prendre part.

Le maire de Caraquet, Antoine Landry, approuve cette position. Il craint que la baie des Chaleurs, une des plus belles du monde, ne soit affectée par tous ces projets pétroliers.

«Nous devrions interdire ça dans la baie et dans le golfe. Nous devons protéger l'industrie de la mer, l'industrie principale de plusieurs de nos communautés», a-t-il soutenu.

Cécile Renaud, maire de Saint-Isidore, Madelinot d'origine et membre du Forum des maires de la Péninsule acadienne, a travaillé étroitement avec le maire Arseneau sur ce dossier.

«C'était important que l'AFMNB prenne une position ferme à ce sujet. Toutes les régions maritimes sont touchées par ça. Une catastrophe et ce serait la fin des Îles-de-la-Madeleine. Il faut être certain que lorsque ces compagnies viendront exploiter ces produits, le tout soit fait correctement et de façon sécuritaire. On sent une mobilité populaire et les Madelinots vont démontrer une force incroyable», a-t-elle senti.

LA VALISE CULTURELLE MUNICIPALE

Par ailleurs, l'AFMNB et l'Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick ont uni leurs forces afin de créer la nouvelle valise culturelle municipale. C'est une adaptation acadienne d'un instrument semblable du réseau québécois «Les Arts et la Ville».

L'initiative s'inscrit dans la suite des États généraux sur les arts et la culture de Caraquet, en 2007. Elle propose des outils concrets dans l'élaboration de planifications culturelles municipales, de politiques liées à l'art public, au patrimoine et au calcul des investissements municipaux dans ce domaine. Son principal concepteur a été l'artiste René Cormier.

Cette valise sera offerte à toutes les municipalités et leurs partenaires culturels et communautaires.

Le président de l'AFMNB, Jeau-Paul Savoie, a dit que cette valise n'est pas une fin en soi, mais le début d'un processus utile aux municipalités.

«Les arts, la culture et le patrimoine, combinés au paysage linguistique, constituent un important moteur de développement social et économique. Ils sont le visage et la fierté de nos communautés. Ils renforcent le sentiment d'appartenance de nos jeunes, favorisent le développement personnel et collectif de nos citoyens. Ils rendent nos communautés uniques, attrayantes et plus solidaires», a-t-il estimé.

Ouvrez une session ou inscrivez-vous gratuitement

Vous n'etes pas connecté. Vous pouvez ouvrir une session ou créer un **compte Jminforme gratuitement**.

Les visiteurs avec un compte Jminforme peuvent commenter les articles, participer aux concours et bien plus. Le **compte Jminforme** vous donne accès à plusieurs fonctions dans les sites Jminforme et Canadaeast.

ONU, et cabinet provincial

Publié à 6h00 le jeudi 21 octobre 2010

A5 JEAN-MARIE NADEAU

C'est sans surprise, mais aussi avec désolation, que l'on a vu le Canada se faire rejeter comme membre temporaire du Conseil de sécurité de l'ONU la semaine dernière. C'est une première depuis l'existence de cette organisation. C'est triste sur plusieurs plans, et ça confirme le lustre terni du Canada sur la scène mondiale depuis la gestion erratique et idéologique des relations extérieures par le gouvernement Harper. On a perdu notre statut de pays privilégié, voué à la paix mondiale et à la justice sociale, qui nous collait à la peau, surtout depuis le prix Nobel de la paix donné à Lester B. Pearson dans les années 50-60.

AGRANDIR LA PHOTO

The Canadian Press

Le premier ministre Stephen Harper.

Les dossiers qui nous ont fait mal sur la scène mondiale sont autant celui de l'environnement, que ceux de notre soutien sans nuance d'Israël par rapport à la Palestine, l'abandon de l'enfant-soldat Khadr dans la prison de Guantanamo, les exigences conditionnelles face à la régulation des naissances pour l'octroi de notre aide financière internationale, etc. La liste est devenue trop longue. La façon cavalière de notre premier ministre de privilégier l'ouverture d'un Tim Horton à une séance de travail de l'ONU sur l'environnement lors de sa dernière visite à New York est probablement la goutte qui a fait déborder le vase de la rebuffade onusienne.

Comme si l'opprobre n'était pas assez suffisant, notre ministre des Affaires étrangères Cannon a osé prétendre que c'était l'opposition libérale aux politiques extérieures du Canada qui expliquait la situation. Une telle attitude n'est pas digne de celle d'un véritable homme d'État. Il semble que le premier ministre Harper n'ait pas endossé la position de son ministre : c'était le minimum qu'il devait faire. Notre gouvernement a une longue pente à remonter avant de retrouver ses lettres de noblesse sur le plan international. Souhaitons que ce dur événement l'incite à mieux réfléchir et agir à l'avenir sur la scène internationale afin que notre pays puisse retrouver une image digne de notre histoire sur ce plan.

Le cabinet provincial

Les commentateurs sociopolitiques ont été presque tous unanimes à saluer la qualité du nouveau cabinet provincial au Nouveau-Brunswick, tant sur les plans de la dualité linguistique, de la dualité des genres et de la dualité rurale-urbaine. La présence acadienne dans ce cabinet atteint presque un sommet historique. On doit donner la chance aux coureurs, tout en réalisant qu'il n'y en aura pas de facile.

Pour être le plus juste possible, on doit tout de même relever quelques points d'ombre. La culture, par exemple, relève d'un ministre unilingue anglophone, en la personne de monsieur Trevor Holder. On reconnaît l'importance des arts et de la culture, plus particulièrement pour les Acadiens. On peut comprendre la déception du milieu artistique acadien et de la communauté acadienne en général. Tout ce qu'on peut suggérer pour le moment, c'est que le milieu artistique acadien demande une rencontre rapide avec le nouveau ministre, l'inonde de boîtes de livres et de films acadiens, l'invite systématiquement à assister à des activités culturelles, à la prochaine Francofête par exemple. Il faut surtout lui dire qu'on tient à ce que la promesse d'adopter une loi pour reconnaître le statut d'artiste soit réalisée en début de mandat, plutôt qu'à la fin. Il faut que le nouveau ministre soit conscient que pour la communauté acadienne, les arts c'est du sérieux, et qu'on le surveillera de près. Il faut surtout qu'il comprenne que la société civile a une stratégie d'intégration des arts et de la culture.

Il ne faut pas aussi oublier que le tiers du cabinet est composé de francophones, qui seront des alliés subjectifs et objectifs face à la culture. Tissons activement des liens et des contacts!

Pour ce qui est de l'ancien Coriste Briggs aux finances, ce qui importe, c'est ce qu'il pense aujourd'hui, et comment il agira à partir de maintenant. On a tous des squelettes dans le placard. Les groupes qui défendent les plus vulnérables de notre société, soit les personnes économiquement pauvres, les femmes monoparentales ou encore les aînés, devraient être ceux qui s'inquiètent le plus. En effet, comme monsieur Briggs apparaît le plus à droite au cabinet, il risque d'avoir le ciseau plus facile pour couper dans les programmes sociaux. Il faudra que madame Stultz, ministre au Développement social, que d'aucuns appellent déjà la Bradshaw conservatrice anglophone, soit vite sur ses patins.

Finalement, même si le cabinet comprend cinq femmes, on regrette que madame Blaney hérite de la responsabilité de la Condition féminine. Celle-ci était déjà froide, sous le gouvernement Lord, face au dossier de l'équité salariale. Souhaitons qu'elle ait évolué dans le bon sens du terme dans ce dossier, car le milieu féministe pourrait avoir de grandes difficultés à la faire bouger prestement.

Que ce soient sur les plans domestique ou mondial, on n'a plus le droit à l'erreur. Les moyens de communication sont tellement futés que tout se sait, surtout quand on fait des bêtises. On souhaite que le Canada se refasse rapidement une image sur le plan international digne de ce qu'on est. Quant au plan provincial, la vigilance est de mise, maintenant que l'euphorie des débutants s'est exprimée.

Jean-Marie Nadeau est auteur, consultant en communications, militant acadien, ancien candidat du

NPD et actuel président de la Société de l'Acadie du N.-B. L'opinion émise dans cette chronique n'engage que l'auteur. M. Nadeau peut être joint à l'adresse suivante : jmacadie@nb.sympatico.ca

Ouvrez une session ou inscrivez-vous gratuitement

Vous n'etes pas connecté. Vous pouvez ouvrir une session ou créer un **compte Jminforme gratuitement**.

Les visiteurs avec un compte Jminforme peuvent commenter les articles, participer aux concours et bien plus. Le **compte Jminforme** vous donne accès à plusieurs fonctions dans les sites Jminforme et Canadaeast.

Le quotidien des francophones du Nouveau-Brunswick • Fondé en 1984 • www.capacadie.com • Vendredi 22 octobre 2010

L'ACADIE NOUVELLE

L'ACADIE NOUVELLE: SYLVIE MOUSSEAU

Politique du livre

Fredericton moins généreux que prévu

pages 2 et 3

ACTUALITÉS

Roland-Pépin: un déménagement harmonieux

page 5

LES SPORTS

Choules congédié: une bombe chez le Titan

page 40

ÉDITION 7068

8 57122 00001 8

1,00$ plus taxes

MONCTON KIA
www.monctonkia.ca
77, chemin Lewisville
(506) 859-4748

L'ÉVÉNEMENT «TOUCH DOWN»!
FAITES UN ESSAI DE ROUTE D'UNE KIA 2011 NEUVE et...
GAGNEZ! 2 000 $ COMPTANT!
Des prix instantanés et une chance de gagner

KIA RIO EX 2011
Possédez-la pour seulement 39,95 $
Recevez 4 pneus d'hiver gratuits ou 500 $ comptant!
0 % d'intérêt sur 84 mois.

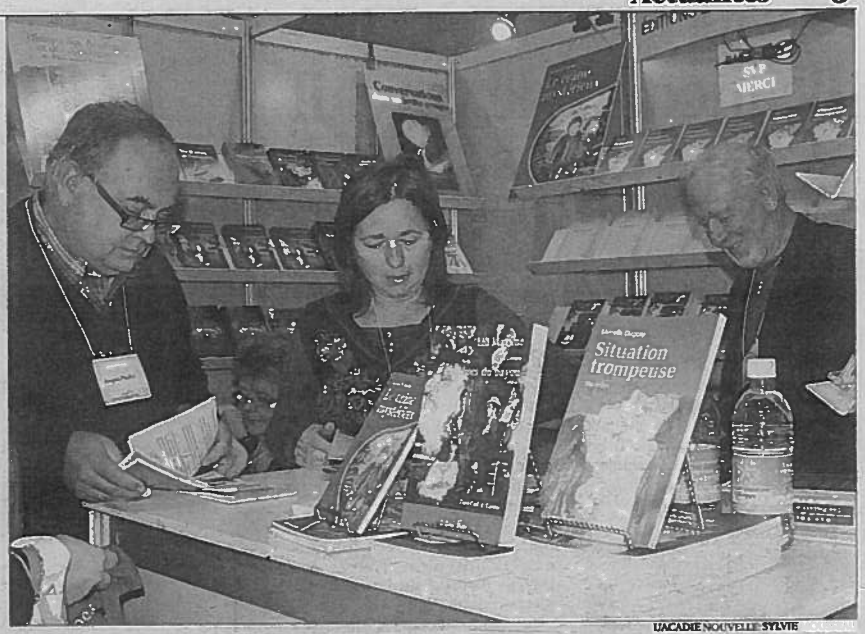
KIA SORENTO 2011
Pour aussi peu que 23 995 $ frais de transport et d'inspection avant livraison en sus

KIA CORNER

KIA

Une politique du livre qui reste à peaufiner

Éditeurs et organisateurs de salons du livre font état de plusieurs lacunes



L'ACADIE NOUVELLE: SYLVIE

Les éditeurs de l'Acadie sont présents au Salon du livre de Dieppe. Dans la photo on aperçoit Jacques P. Ouellet (à gauche), des Éditions La Grande Marée.

DIEPPE - Le 9 septembre 2008, le gouvernement provincial annonçait en grandes pompes la création de la première politique du livre du Nouveau-Brunswick. Deux ans plus tard, qu'en est-il de l'impact réel de cette politique? Si les éditeurs et les libraires applaudissent l'initiative ils estiment toutefois qu'il y a encore du travail à faire afin de mieux soutenir le milieu du livre.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Le libraire Robert Melanson, de Moncton, s'explique mal comment d'un côté on met sur pied une politique du livre et que, de l'autre, on réduit de 5000 $ les subventions versées aux salons du livre.

«Nous avons une politique du livre justement pour encourager la diffusion du livre et donner de la visibilité aux auteurs d'ici, mais si on ne fait pas d'action concrète pour s'assurer que les salons sont vigoureux afin de développer l'intérêt face au livre dans chacune des régions acadiennes, ça n'a pas de bon sens», a déclaré Robert Melanson, au cours d'une entrevue, hier, au Salon du livre de Dieppe.

Lorsque la directrice du Salon du livre de Dieppe, Rosalie Ferron, a contacté le gouvernement provincial afin de comprendre pourquoi leurs subventions avaient diminué cette année, on lui a répondu qu'en raison du grand nombre de demandes depuis l'arrivée de la politique du livre, ils avaient dû réduire le financement accordé aux trois salons du livre. Et pourtant, les salons constituent des moteurs pour attirer la population vers les livres, soutient Robert Melanson.

«Ça fait 21 ans que je travaille à essayer d'amener les gens à la lecture parce que c'est ça qui va garder la langue vivante», a-t-il poursuivi.

L'éditeur Serge Patrice Thibodeau, de Moncton, qui n'est pas entièrement satisfait de la politique du livre, croit qu'il doit y avoir davantage d'argent d'injecté dans les entreprises d'édition. D'après lui, l'aide à l'édition doit être revue.

«Mon objectif est de convaincre la province à travers la politique du livre d'arriver à la parité avec le Conseil des arts du Canada», a affirmé M. Thibodeau, qui a l'intention d'acheminer ses recommandations à la Direction du développement des arts à Fredericton.

Il faut préciser que les subventions varient d'une maison d'édition à l'autre en fonction des critères d'évaluation. Jacques P. Ouellet, des Éditions La Grande Marée, mentionne que ses subventions ont même diminué cette année.

«Depuis la politique du livre, les subventions ont augmenté, sauf que cette année, nous avons eu des coupes. Moi, il me manquait 5000 $», a-t-il indiqué.

D'après les nouveaux critères pour obtenir des subventions, les entreprises d'édition sont pénalisées si elles éditent des livres d'auteurs vivant à l'extérieur du Nouveau-Brunswick, avancent les éditeurs.

«Je ne suis pas d'accord avec ça, parce que c'est un petit peu une interférence par rapport à la direction littéraire. Par exemple, ça me pénalise de publier des gens comme Georgette LeBlanc, de la Baie-Sainte-Marie, ou Fredric Gary Comeau, qui est à Montréal. Je n'ai pas les 1500 $ de plus par personne parce qu'ils ne résident pas dans la province», a explique Serge Patrice Thibodeau.

Cependant, d'autres maisons d'edition, comme Bouton d'or Acadie, ont vu leur subvention augmenter considérablement depuis la mise en place de la politique du livre, a soutenu l'editrice Marguerite Maillet.

À quand un programme d'achat?

DIEPPE - L'éditeur Jacques P. Ouellet, de Tracadie-Sheila, et représentant du secteur littéraire à l'Association acadienne des artistes professionnels du N.-B., considère qu'une politique du livre ne peut pas exister sans programme d'achat.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Tres attendue, cette politique - ou ce programme d'achat - qui accompagnerait la politique du livre, vise a obliger les institutions publiques de la province, comme les ecoles et les bibliothèques, à acheter leurs livres d'abord chez les libraires du Nouveau-Brunswick, au lieu d'aller à l'extérieur.

Jacques P. Ouellet, comme d'autres éditeurs et libraires, soutient que pour qu'une politique du livre soit bien implantée, il doit y avoir une politique d'achat.

«En d'autres mots, s'il n'y a pas de sous pour que les bibliothèques scolaires puissent acheter les livres nécessaires publiés par les éditeurs néo-brunswickois, ça donne quoi exactement la politique du livre?», a-t-il soulevé.

Selon quelques bibliothécaires scolaires interviewés hier au Salon du livre de Dieppe, les subventions aux bibliothèques pour les nouvelles acquisitions n'auraient pas augmenté depuis la mise en place de la politique du livre.

Les intervenants du milieu du livre attendent ardemment cette fameuse politique d'achat. Un comité consultatif a été créé afin d'étudier toute cette question et un rapport devrait être déposé au début de la nouvelle année.

«C'est un dossier assez compliqué du point de vue légal, à cause du libre-échange. On ne permet plus le protectionniste. Le Québec a une politique d'achat qui date de 1980, avant les accords de libre-échange» a indiqué le directeur des Éditions Perce-Neige, Serge Patrice Thibodeau, qui siège au comité consultatif.

Celui-ci considère qu'une politique d'achat contribuerait à aider toute la chaîne du livre.

Bien que de l'aide technique ait été fournie aux librairies indépendantes depuis deux ans, il reste qu'il y a encore trop d'argent qui sort de la province quand il vient le temps d'acheter des livres, a soutenu le libraire Robert Melanson.

Certains districts scolaires, comme celui de la Péninsule acadienne, font la plupart de leurs achats dans les librairies de la région, mais ce mouvement ne s'est pas répandu à la grandeur de la province, souligne M. Melanson.

Il ajoute que la politique du livre est devenue urgente afin que toutes les régions adoptent les mêmes mesures.

Louez à partir de
199$ par mois
sur 48 mois*
0 $ d'acompte
4.9%
à la location
La toute nouvelle Jetta 2011
Découvrez-en plus >
Miramichi Volkswagen
829, route King George
Miramichi (N.-B.) E1V 1P9
(506) 623-2886
Sans frais : 1-877-362-4800
Das Auto.
vw.ca
Golf GTI 2010
Meilleur choix en matière de sécurité
Insurance Institute for Highway Safety
Jetta 2010 / Golf 5 portes 2010 / Tiguan 2010
*Voir concessionnaire pour plus de détail.
18008561

The Voice of a Canadian Minority Heard by Cultural Federal Agencies: Entente pour le développement des arts et de la culture de la francophonie canadienne

This Entente, signed by the Fédération culturelle canadienne-française and six federal cultural agencies, provides a common framework to imagine positive measures that would help this minority group to take its place in the Canadian art sector. Protecting and promoting the cultural expressions produced by minority groups is at the heart of this convention. This agreement has found a way to talk about it, and to be heard.

The best practice that will be presented in the following lines promotes cultural diversity at the national level by fostering a dialogue over cultural policies between a French-speaking minority and the government. Here, the civil society organization partners with the public sector to put the conversation on track.

One country, two official languages

Canada's origins are drawn from two of the European powers that competed for control of North America: the French and the British. The successive occupation of the territory by these countries has left Canada with two major linguistic groups: Francophones and Anglophones.

Today, even though the two languages have the same legal status, there is a considerable imbalance in the number of French-spearkers and English-speakers. The last national census[1] indicates that people using primarily French at home make up only 23% of the population, while people using English represent 74% of the population. In addition to that, the majority (86%) of Canada's French speaking population is concentrated in the province of Quebec. In this province, the only member of the Canadian Confederation to count French as its sole official language, Francophones make up the lion's share of the population. This has created a situation where the French language is largely associated with the province of Quebec and the English language with the rest of Canada. Nevertheless, there are still close to one million Francophones living outside of Quebec, the most numerous groups being the Acadians in the Maritimes and the Francophones of Ontario and Manitoba. In these provinces, Francophones have fought for centuries to keep not only their language, but also their culture, alive.

These French-speaking communities have claimed on many occasions over the past decades that the arts and culture are key elements that must be nurtured to keep the communities alive. Their advocacy effort towards this end has been constant.

[1] Statistics Canada, *The Evolving Linguistic Portrait, 2006 Census: Findings*, 2007.

3- The working groups: These working groups gather some FCCF's members and other representatives of the arts and culture sector to discuss issues related to a specific artistic discipline or a specific topic. Currently, there is a group on each of the following: Media Arts, Visual Arts, Music, Theater, Publishing, Cultural Development. These meetings provide the space for sharing information and develop common solutions to answer the needs of the Canadian Francophonie's arts and culture sector. The department of Canadian Heritage is in charge of these working groups.

More than just a series of meetings, these mechanisms have been the groundbase on which the FCCF has articulated its political action towards the federal agencies. Today, thanks to these discussions, the senior management of the signatory agencies are more aware of the barriers encountered by the Canadian Francophonie regarding the development of the arts and culture in their communities.

Giving a voice to the minority to foster diversity

For many years, UNESCO has urged its member-state to adopt positive measures that would favor the development of a vivid artistic sector in their territory. The adoption of the Declaration on the Status of the Artist in 1980 was a milestone in this process and some countries, including Canada, have responded to this call with the adoption of pieces of legislation on the status of the artist.

The Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions is another major achievement for UNESCO in its long-term effort to have its members developing a favorable environment for the arts and culture. Articles 6 and 7 of this Convention address specifically this question of the measures to be adopted at home by the parties with a focus on the diversity of expressions. Article 6 establishes a list of measures that could be taken by the state-parties. Canada has already adopted many measures that are related in one way or the other to this list. Nevertheless, if a country is really serious about having a multiplicity of voices, a special attention has to be paid to the cultural minorities that exist on its national territory. Indeed, the artists of these cultural minorities have a different cultural background that could be expressed in their artistic production. The Convention is, in fact, really clear on this point as it contains in its guiding principles, the principle of equal dignity and respect for all cultures, in which minority groups are named specifically. This attention to minority is also repeated in article 7 where it is pointed out that minority groups should be taken into account in the development of favorable measures.

If we look at the experience of many minority groups, we can state that it is not enough for a country to adopt general measures that are equaly accessible to all its citizens to have a diversity of artists reflecting the diversity of its population. Minority groups are confronted with systemic barriers that limit their access to the resources available. Let's take one example to illustrate how the system barriers function. In the peers' assesment process for the distribution of funding to artists, a lack of familiarity with what is developed in a specific community is most likely to disavantage candidates from this

minority group. Given the linguistic reality of Canada, the French-speaking artists living outside of Quebec have to compete mainly with Québécois in the framework of a national competition. The difficulty for them in such context is to have the members of the jury enough aware of what is produced in their community to be judged with equity.

In fact, the Commissioner of Official Languages concludes in a study published in 2008 that, "In most cases, the grants allocated to Official Languages Minority Community artists and organizations represent a small share of the total funding granted to artists and organizations in Canada as a whole."[4] On that front, the mechanisms, and especially the bilateral meetings, held annually with Canada Council for the Arts have been key elements for making progress.

The Entente does mainly two things to raise the awareness about the reality of artists of the Francophonie Canadienne in federal circles. First, it recognizes that the French-speaking comminuties living outiside of Quebec are a minority in Canada and they should be treated as such regarding some of their particularities. Secondly, it opens a permanent dialogue between these communities and six of the most important cultural federal agencies.

A model for cultural minorities

This model developed by the FCCF and its federal partners can be seen as a model for opening a discussion between cultural minorities and their government. This could be easily replicated by the representatives of cultural minorities in countries where cultural infrastructures are already well developed. One of the strengths of the model is the absence of a request for money at the beginning by the arts sector that rather ask for a dialogue. The discussion over the funding will eventually come in the series of meetings. There is a lesson for the arts sector in this model: do not ask for money, ask for a talk. This convention is about dialogue between cultures, let's talk!

Guillaume Sirois

Guillaume Sirois is currently a PhD student at the Department of Art History and Communication Studies at McGill University in Canada. His research focuses on the cultural policies within the context of globalization. Guillaume Sirois is also an independent consultant working with artists' associations and advocacy groups in the arts sector.

[4] Office of the Commissioner of Official Languages, Federal Government Support for the Arts and Culture in Official Language Minority Communities, March 2008.

THE GLOBE AND MAIL

October 25, 2010

Ministry name-change leaves artists concerned

By MARSHA LEDERMAN
From Tuesday's Globe and Mail

Arts no longer mentioned, culture becomes 'cultural development'

What's in a name? A lot, say some B.C. artists, and they're worried.

In Monday's cabinet shuffle, the Ministry of Tourism, Culture and the Arts disappeared, replaced by a Ministry of Community, Sport and Cultural Development. That makes British Columbia the only Canadian province or territory without a culture ministry. Sure there's "culture" in "cultural development," but that distinction makes some people in the arts community extremely apprehensive.

"I think it's probably a very, very negative move," said Lindsay Brown of the advocacy group Stop B.C. Arts Cuts. " 'Cultural development' sounds so euphemistic, and my worry about it is you can then make it anything, and you don't actually have to state in it any kind of commitment to any arts funding."

Ms. Brown was "overjoyed," however, about the removal of Kevin Krueger from the culture portfolio. "He was probably the most unprofessional and incompetent arts minister we have ever had to endure."

The relationship between Mr. Krueger and the arts community had deteriorated over the past year-and-a-half, beginning with cuts in provincial arts funding and, more recently, with Mr. Krueger stating in some media interviews that he felt threatened while meeting with arts groups.

Ms. Brown welcomed a fresh start with a new minister, but expressed concerns that the new minister, Stephanie Cadieux, is a rookie in cabinet. "You can't see that as a good sign. ... But no matter how bad she [might turn out to be], she can't be as bad as Kevin Krueger."

NDP Culture Critic Spencer Chandra Herbert said on Monday that he was worried about the ministry's name change, especially on the heels of what he called "huge" cuts in arts funding.

"To me, it's a bit of an insult to everybody who supports arts and culture in the province, and seems to point to a further de-prioritization of arts and culture from this government. When you eliminate 'arts' out of the title, that does send a signal that, to government, it's not very important. Certainly by their actions in terms of major cuts in arts investment they've shown that, and now they're just confirming it."

The executive-director of the Alliance for Arts and Culture, Amir Ali Alibhai, said the name change could "suggest that there's less of a priority being placed on the professional practice of the arts."

Mr. Alibhai was quick to say that's not necessarily a bad thing: "It has the potential to be very inclusive. It suggests to me that there's something to invest in, to develop, and it's kind of forward looking. ... But of course there's some concern about not sacrificing values like artistic merit, but I think that's safeguarded by the B.C. Arts Council."

Gillian Wood, executive-director of the arts council, said it will be business as usual under the new ministry and minister.

Ms. Cadieux was not available for an interview on Monday.

CTVglobemedia Publishing, Inc

CTVglobemedia Publishing Inc. All Rights Reserved.. Permission granted for up to 5 copies. All rights reserved.
You may forward this article or get additional permissions by typing http://license.icopyright.net/3.8425?icx_id=/icopyright/?artid=1772590 into any web browser. CTVglobemedia Publishing, Inc and Globe and Mail logos are registered trademarks of CTVglobemedia Publishing, Inc . The iCopyright logo is a registered trademark of iCopyright, Inc.

Le reporter Michel Cormier aux commandes de Radio-Canada Acadie

GRACIELSETTE

Michel Cormier en compagnie de Louise Imbeault, à qui il succédera à compter de juin 2011.

MONCTON - Après avoir observé l'actualité internationale pendant près de 11 ans, Michel Cormier rentre au pays. Il prendra la barre de Radio-Canada Acadie.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Le journaliste natif de Cocagne qui a travaillé sur la scène nationale et internationale succédera à Louise Imbeault à compter de juin 2011. Le directeur des Services régionaux à Radio-Canada, Louis Lalande, a annoncé, hier, la nomination de Michel Cormier.

À ce titre, M. Cormier sera responsable des activités de Radio-Canada sur l'ensemble du territoire de l'Atlantique. Très emballé par ses futures fonctions, Michel Cormier a confié qu'il tournait la page sur une partie importante de sa carrière, c'est-à-dire 30 années de journalisme.

«Je m'étais toujours dit que quand le moment serait venu je serais peut-être intéressé à faire autre chose et le moment est arrivé. Je terminais mon poste en après 11 ans et quand Louis m'a appelé pour me parler ste de directeur à Moncton, c'est sûr qu'il y avait une belle conjoncture», a déclaré Michel Cormier en entrevue à L'Acadie NOUVELLE.

M. Cormier, qui passe donc du journalisme à la gestion du réseau public qui emploie environ 250 personnes en Atlantique, envisage ses nouvelles fonctions avec optimisme. La gestion n'est pas un territoire complètement inconnu pour lui puisqu'il a été chef de bureau de Radio-Canada à l'Assemblée nationale à Québec.

«J'ai quand même géré du personnel, des budgets et des situations politiques parfois délicates. Ces aspects-là du métier m'avaient plu aussi. Comme correspondant, on fait de la gestion parce qu'on a des budgets et des équipes à gérer dans des pays étrangers avec des sensibilités culturelles dont il faut tenir compte», a expliqué Michel Cormier, heureux de revenir en Acadie. Comme il le mentionne, aujourd'hui, à l'ère d'Internet, vivre en région est assez relatif puisque nous sommes branchés sur le monde.

Les changements qui secouent actuellement le paysage médiatique, notamment avec l'arrivée des nouvelles technologies et la création du Fonds des médias du Canada, n'effraient pas Michel Cormier, bien qu'il reconnaisse qu'il s'agit là d'un défi

«C'est un beau défi à gérer pour s'assurer que Radio-Canada continue d'être pertinent en Acadie malgré toutes ces pressions-là», a soutenu M. Cormier, qui souhaite que les grands débats en Acadie se passent à Radio-Canada et non pas ailleurs.

«Je suis très optimiste parce que nous avons plus de moyens que nous n'en avons jamais eus.»

- Michel Cormier

Je suis très optimiste parce que nous avons plus de moyens que nous n'en avons jamais eus, alors c'est excitant», a-t-il ursuivi. D'après lui, Radio-Canada Acadie a accompli de grandes choses en 30 ans.

Ayant des liens avec les différents services de Radio-Canada à Montréal, Michel Cormier entend faciliter les rapports avec la direction du réseau.

«Est-ce que je peux les convaincre de passer un reportage ou un autre? Ce n'est pas sûr, mais d'un autre côté, nous allons essayer de pousser plus pour que justement on soit reflété davantage au réseau. Je suis conscient que c'est une frustration ici et on va y travailler», a indiqué Michel Cormier.

Celui-ci a conclu en soulignant le travail remarquable de Louise Imbeault qui, a-t-il dit, a laissé un patrimoine extraordinaire.

En bref... Michel Cormier a occupé plusieurs postes au sein de Radio-Canada et de CBC. Depuis 2000, il a été correspondant à Paris, à Moscou et en Chine. Il s'est distingué à maintes reprises en remportant les prix Anick et Judith-Jasmin pour ses reportages. Sa couverture du renversement d'**Édouard Chevardnadze** en Géorgie lui a valu une mention au prix Gemini. Il est également l'auteur d'une biographie de **Richard Hatfield** qu'il a signée avec **Achille Michaud** et d'une biographie de **Louis Robichaud** pour laquelle il a reçu le prix France-Acadie. Son dernier livre, *La Russie des illusions*, lui a valu d'être finaliste au Prix du Gouverneur général...

Une nomination bien accueillie

MONCTON - La nomination de Michel Cormier à la direction de Radio-Canada en Acadie est vue d'un oeil favorable autant par les travailleurs du diffuseur public que le milieu associatif.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

«Il y avait de larges sourires ce matin, partout à Radio-Canada, quand on a appris que c'était Michel Cormier qui allait devenir le nouveau directeur», a déclaré le chef d'antenne à Radio-Canada, Abbé Lanteigne.

Le fait qu'il soit Acadien et journaliste ayant parcouru le monde plaît aux différents intervenants. En plus d'être un ambassadeur de l'Acadie, il arrive avec un regard neuf, estiment plusieurs personnes.

«En étant journaliste, je crois que c'est très précieux parce qu'il va certainement y avoir cette conscience-là au départ. Radio-Canada est reconnue pour la qualité de son information, bien qu'on soit toujours perfectibles. Je crois que Michel Cormier pourra apporter une dimension avec son expérience qu'il a acquise sur la scène internationale et nous aiguiller de différentes façons», a indiqué Abbé Lanteigne.

Deux représentants syndicaux, Pierre LeBlanc (Association des réalisateurs de Radio-Canada à Moncton) et Monique Bourque, ont dit accueillir cette nomination avec optimisme.

«Quand Louise Imbeault nous avait annoncé son départ, il y avait quelques craintes à savoir qui allait la remplacer. De savoir que c'est quelqu'un qui vient de la région, qu'on sente qu'il aura l'Acadie à coeur et qu'il a toute cette expertise, c'est très encourageant», a affirmé la déléguée du Syndicat des communications de Radio-Canada pour Moncton, Monique Bourque.

La présidente de la Société nationale de l'Acadie, Françoise Enguehard, applaudit l'arrivée de Michel Cormier à la tête de Radio-Canada Acadie.

«C'est très créatif de leur part d'avoir pensé d'abord à un Acadien et d'avoir voulu prendre un journaliste. Avec toutes les nouvelles contraintes qui pèsent sur les journalistes à l'heure actuelle, que ce soit le numérique qui constitue une responsabilité additionnelle, je pense que c'est important d'avoir une personne qui a une expérience actuelle du journalisme», a commenté Mme Enguehard.

Le président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, Jean-Marie Nadeau, a qualifié la nomination de M. Cormier de très bonne nouvelle. Il faut reconnaître, a-t-il précisé, qu'il s'agit du journaliste acadien qui a eu le plus d'envergure depuis Roméo LeBlanc. Selon M. Nadeau son retour est une richesse pour l'Acadie.

«C'est aussi un Acadien qui s'est tenu à jour de ce qui se passait ici le plus possible. Je pense que son expertise mondiale pourra nous être utile dans plusieurs dossiers comme sur l'immigration», a souligné M. Nadeau.

Au fil des années, Radio-Canada, pratiquement seul télédiffuseur établi en Acadie, a fourni une fenêtre importante aux œuvres acadiennes.

Le président de l'Association des producteurs du Nouveau-Brunswick, Maurice André Aubin, souhaite que M. Cormier poursuive sur la lancée de son prédécesseur, Louise Imbeault.

«C'est un choix de prestige, puis, en plus, il est bien connu par la direction à Montréal, alors je pense que lorsqu'il va parler, il va être, espérons-le, très écouté», a ajouté M. Aubin.

Le reporter Michel Cormier aux commandes de Radio-Canada Acadie

GRACIEUSETÉ

Michel Cormier en compagnie de Louise Imbeault, à qui il succédera à compter de juin 2011.

MONCTON - Après avoir observé l'actualité internationale pendant près de 11 ans, Michel Cormier rentre au pays. Il prendra la barre de Radio-Canada Acadie.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Le journaliste natif de Cocagne qui a travaillé sur la scène nationale et internationale succédera à Louise Imbeault à compter de juin 2011. Le directeur des Services régionaux à Radio-Canada, Louis Lalande, a annoncé, hier, la nomination de Michel Cormier.

À ce titre, M. Cormier sera responsable des activités de Radio-Canada sur l'ensemble du territoire de l'Atlantique. Très emballé par ses futures fonctions, Michel Cormier a confié qu'il tournait la page sur une partie importante de sa carrière, c'est-à-dire 30 années de journalisme.

«Je m'étais toujours dit que quand le moment serait venu je serais peut-être intéressé à faire autre chose et le moment est arrivé. Je terminais mon poste en Chine après 11 ans et quand Louis Lalande m'a appelé pour me parler du poste de directeur à Moncton, c'est sûr qu'il y avait une belle conjoncture», a déclaré Michel Cormier en entrevue à L'Acadie NOUVELLE.

M. Cormier, qui passe donc du journalisme à la gestion du réseau public qui emploie environ 250 personnes en Atlantique, envisage ses nouvelles fonctions avec optimisme. La gestion n'est pas un territoire complètement inconnu pour lui puisqu'il a été chef de bureau de Radio-Canada à l'Assemblée nationale à Québec.

«J'ai quand même géré du personnel, des budgets et des situations politiques parfois délicates. Ces aspects-là du métier m'avaient plu aussi. Comme correspondant, on fait de la gestion parce qu'on a des budgets et des équipes à gérer dans des pays étrangers avec des sensibilités culturelles dont il faut tenir compte», a expliqué Michel Cormier, heureux de revenir en Acadie. Comme il le mentionne, aujourd'hui, à l'ère d'Internet, vivre en région est assez relatif puisque nous sommes branchés sur le monde.

Les changements qui secouent actuellement le paysage médiatique, notamment avec l'arrivée des nouvelles technologies et la création du Fonds des médias du Canada, n'effraient pas Michel Cormier, bien qu'il reconnaisse qu'il s'agit là d'un défi.

«C'est un beau défi à gérer pour s'assurer que Radio-Canada continue d'être pertinent en Acadie malgré toutes ces pressions-là», a soutenu M. Cormier, qui souhaite que les grands débats en Acadie se passent à Radio-Canada et non pas ailleurs.

«Je suis très optimiste parce que nous avons plus de moyens que nous n'en avons jamais eus, alors c'est excitant», a-t-il poursuivi. D'après lui, Radio-Canada Acadie a accompli de grandes choses en 30 ans.

> *«Je suis très optimiste parce que nous avons plus de moyens que nous n'en avons jamais eus.»*
>
> *- Michel Cormier*

Ayant des liens avec les différents services de Radio-Canada à Montréal, Michel Cormier entend faciliter les rapports avec la direction du réseau.

«Est-ce que je peux les convaincre de passer un reportage ou un autre? Ce n'est pas sûr, mais d'un autre côté, nous allons essayer de pousser plus pour que justement on soit reflété davantage au réseau. Je suis conscient que c'est une frustration ici et on va y travailler», a indiqué Michel Cormier.

Celui-ci a conclu en soulignant le travail remarquable de Louise Imbeault qui, a-t-il dit, a laissé un patrimoine extraordinaire.

En bref... Michel Cormier a occupé plusieurs postes au sein de Radio-Canada et de CBC. Depuis 2000, il a été correspondant à Paris, à Moscou et en Chine. Il s'est distingué à maintes reprises en remportant les prix Anick et Judith-Jasmin pour ses reportages. Sa couverture du renversement d'**Édouard Chevardnadze** en Géorgie lui a valu une mention au prix Gemini. Il est également l'auteur d'une biographie de **Richard Hatfield** qu'il a signée avec **Achille Michaud** et d'une biographie de **Louis Robichaud** pour laquelle il a reçu le prix France-Acadie. Son dernier livre, *La Russie des illusions*, lui a valu d'être finaliste au Prix du Gouverneur général...

Une nomination bien accueillie

MONCTON - La nomination de Michel Cormier à la direction de Radio-Canada en Acadie est vue d'un oeil favorable autant par les travailleurs du diffuseur public que le milieu associatif.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

«Il y avait de larges sourires ce matin, partout à Radio-Canada, quand on a appris que c'était Michel Cormier qui allait devenir le nouveau directeur», a déclaré le chef d'antenne à Radio-Canada, Abbé Lantreigne.

Le fait qu'il soit Acadien et journaliste ayant parcouru le monde plaît aux différents intervenants. En plus d'être un ambassadeur de l'Acadie, il arrive avec un regard neuf, estiment plusieurs personnes.

«En étant journaliste, je crois que c'est très précieux parce qu'il va certainement y avoir cette conscience-là au départ. Radio-Canada est reconnue pour la qualité de son information, bien qu'on soit toujours perfectibles. Je crois que Michel Cormier pourra apporter une dimension avec son expérience qu'il a acquise sur la scène internationale et nous aiguiller de différentes façons», a indiqué Abbé Lantreigne.

Deux représentants syndicaux, Pierre LeBlanc (Association des réalisateurs de Radio-Canada à Moncton) et Monique Bourque, ont dit accueillir cette nomination avec optimisme.

«Quand Louise Imbeault nous avait annoncé son départ, il y avait quelques craintes à savoir qui allait la remplacer. De savoir que c'est quelqu'un qui vient de la région, qu'on sente qu'il aura l'Acadie à cœur et qu'il a toute cette expertise, c'est très encourageant», a affirmé la déléguée du Syndicat des communications de Radio-Canada pour Moncton, Monique Bourque.

La présidente de la Société nationale de l'Acadie, Françoise Enguehard, applaudit l'arrivée de Michel Cormier à la tête de Radio-Canada Acadie.

«C'est très créatif de leur part d'avoir pensé d'abord à un Acadien et d'avoir voulu prendre un journaliste. Avec toutes les nouvelles contraintes qui pèsent sur les journalistes à l'heure actuelle, que ce soit le numérique qui constitue une responsabilité additionnelle, je pense que c'est important d'avoir une personne qui a une expérience actuelle du journalisme», a commenté Mme Enguehard.

Le président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, Jean-Marie Nadeau, a qualifié la nomination de M. Cormier de très bonne nouvelle. Il faut reconnaître, a-t-il précisé, qu'il s'agit du journaliste acadien qui a eu le plus d'envergure depuis Roméo LeBlanc. Selon M. Nadeau, son retour est une richesse pour l'Acadie.

«C'est aussi un Acadien qui s'est tenu à jour de ce qui se passait ici le plus possible. Je pense que son expertise mondiale pourra nous être utile dans plusieurs dossiers comme sur l'immigration», a souligné M. Nadeau.

Au fil des années, Radio-Canada, pratiquement seul télédiffuseur établi en Acadie, a fourni une fenêtre importante aux œuvres acadiennes.

Le président de l'Association des producteurs du Nouveau-Brunswick, Maurice André Aubin, souhaite que M. Cormier poursuive sur la lancée de son prédécesseur, Louise Imbeault.

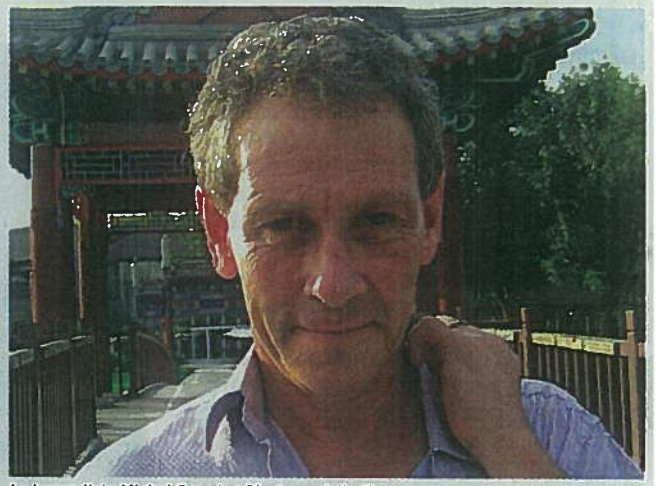
«C'est un choix de prestige, puis, en plus, il est bien connu par la direction à Montréal, alors je pense que lorsqu'il va parler, il va être, espérons-le, très écouté», a ajouté M. Aubin.

MICHEL CORMIER REMPLACERA LOUISE IMBEAULT À LA DIRECTION DE RADIO-CANADA ACADIE

Dans une note adressée aux employés de Radio-Canada Acadie, Louise Imbeault, la directrice de l'établissement, a annoncé qu'elle prendra sa retraite en juin 2011. Il n'a suffi que de quelques jours pour annoncer qui sera son successeur : Michel Cormier, correspondant à l'étranger à la télévision de Radio-Canada prendra la relève du service public dès la fin de son mandat en Chine.

Chantal Roussel, L'Étoile

Louise Imbeault. Photo contribution



Le journaliste Michel Cormier. Photo contribution

★ Mme Imbeault estime que le temps était venu pour elle, tout simplement, de laisser sa place à un autre. «Je pense qu'à un moment donné, il faut partir. C'était important pour moi de quitter quand ça va bien. Et nous sommes dans une bonne période. Avec le Fonds d'amélioration de la production locale, ça va assurer le développement de notre programmation. Je me suis toujours sentie très privilégiée de travailler pour Radio-Canada, une institution qui sert le public, et je voulais partir dans cet esprit de reconnaissance.»

Pendant son mandat, Radio-Canada Acadie n'a pas connu que de beaux jours. Des compressions budgétaires ont fait surface à quelques reprises, la plus récente phase datant de 2009. Ce sont ces moments que Mme Imbeault qualifie de plus difficiles de sa carrière. «Durant les différentes phases de compressions, on est obligé de réviser nos façons de faire, mais surtout de prendre des décisions importantes qui vont avoir un effet négatif sur les personnes qui nous entourent et sur l'avenir. C'est pour ça que ma ligne de conduite dans ces moments-là a toujours été de trouver les façons de rebondir et de protéger le plus possible la base, c'est-à-dire les employés. C'est à partir de ces personnes qu'on peut trouver de nouvelles façons de faire.»

Claude Bourque, ancien rédacteur en chef de l'Évangéline et ancien directeur régional des services français de radio et de télévision de Radio-Canada aux provinces de l'Atlantique de 1982 à 1995, n'a que des bons mots à dire au sujet de son ancienne collègue. «Je dirais que la grande force ou qualité de Louise Imbeault, en plus de son énergie débordante, est sa résilience face à des changements imposés de l'extérieur et à des compressions budgétaires qui menaçaient les progrès durement acquis. Louise a toujours su tirer son épingle du jeu, protéger la région et sa capacité de production dans la mesure du possible, même en sachant qu'il y aurait des critiques de part et d'autre.»

Louise Imbeault peut se vanter, selon lui, «d'avoir vu, avec ses équipes, à la constante amélioration des émissions d'information, notamment le Téléjournal Acadie. Elle peut également être fière d'avoir encouragé, malgré les obstacles, une plus grande présence de l'Acadie aux réseaux de télévision et de radio de Radio-Canada et de RDI, d'avoir vu à une présence améliorée de la place des arts et de la culture ainsi que du jeune talent, d'avoir encouragé le partenariat avec le secteur privé de la production télévisuelle acadienne et finalement d'avoir vu à l'embauche et à la formation de nombreux artisans acadiens et francophones et de façon particulière d'avoir accru la présence des femmes dans le personnel, les postes de direction et surtout à l'écran.»

Pour sa part, Mme Imbeault estime que sa plus grande fierté aura été, en plus d'assurer une présence journalistique sur tout le territoire des quatre provinces de l'Atlantique, «de permettre à l'Acadie de se parler, de se reconnaître et de se voir.»

Une fois à la retraite, Mme Imbeault souhaite se consacrer à l'écriture de l'histoire de Radio-Canada et continuer de s'engager dans des causes et des associations communautaires qui lui tiennent à coeur. «J'aimerais bien faire un peu plus d'activité physique», ajoute Louise Imbeault, qui a aussi l'intention de passer plus de temps à l'extérieur. «L'automne prochain, vous me verrez sûrement cueillir des pommes dans la région de Cocagne.»

UN SUCCESSEUR QUI REVIENT DE LOIN

Son successeur, Michel Cormier est correspondant pour la télévision de Radio-Canada et la CBC en Chine. Auparavant, il a été correspondant à Paris et à Moscou. Avant d'être posté à l'étranger, Michel Cormier a été chef de bureau de Radio-Canada sur la colline parlementaire à Québec, correspondant du Point et de l'émission Sunday Morning, de la radio de CBC à Ottawa, et journaliste à Radio-Canada Atlantique, où il a commencé sa carrière.

Il a remporté les prix Anick et Judith-Jasmin. Sa couverture du renversement d'Edouard Shevardnadze en Géorgie lui a valu une mention aux prix Gemini. Il a publié une biographie de Richard Hatfield avec Achille Michaud et une biographie de Louis Robichaud pour laquelle il a reçu le prix France-Acadie. Il détient un baccalauréat en journalisme de l'Université Carleton et une maîtrise en sciences politiques de l'Université Laval. Il a été le premier invité de la Chaire de journalisme Roméo-LeBlanc de l'Université de Moncton.

La présidente de la Société nationale de l'Acadie et ancienne journaliste à Radio-Canada, Françoise Enguehard, salue la nomination de M. Cormier comme nouveau directeur de Radio-Canada Acadie. «Je suis très, très contente de cette annonce. Michel Cormier est un grand Acadien et je le félicite de revenir au pays avec une telle responsabilité. Il y a très peu de gens qui connaissent aussi bien Radio-Canada de l'intérieur, le métier de journaliste, celui des techniciens et tous ces gens qui travaillent dans l'ombre. Il connaît éminemment bien l'Acadie. C'est un auteur qui a écrit sur Louis J. Robichaud, Richard Hatfield. Il connaît les personnes, les politiciens qui ont impact sur le peuple Acadien.»

Mme Enguehard en profite également pour souligner le travail et le dévouement de Mme Imbeault. «Il faut le dire, Mme Imbeault a consacré sa vie à Radio-Canada. Il n'y a pas de doute que grâce à sa détermination, Radio-Canada a évolué de manière très importante et il n'y a pas de doute que durant son mandat, l'Acadie a été bien représentée.»

OFFRE DE CARRIÈRE

Êtes-vous infirmière ou infirmier bilingue

Dossier

Annie Blanchard

Hélène Godin

Joannie Benoit

Marie-Philippe Bergeron

Janick Arseneau

L'année 2010 est celle des artistes acadiennes

CARAQUET - Annie Blanchard, Lisa LeBlanc, Hélène Godin, Marie-Philippe Bergeron, Nicole Haché, Janick Arseneau... L'année 2010 marque le déploiement de plusieurs des talents féminins acadiens. Coïncidence ou tendance nouvelle d'affirmation plus forte de nos dames sur la scène artistique?

Martin Roy
martin.roy@acadienouvelle.com

En termes de nombre, la présence féminine à l'avant-scène culturelle cette année semble particulièrement élevée. Est-ce le fruit du hasard?

«La présence des femmes dans le milieu artistique n'est pas un nouveau phénomène en soi. Là, ce que l'on remarque, c'est le nombre de femmes qui s'illustrent dans un court laps de temps. Et ça, c'est nouveau, le fait qu'il y en ait autant», note Carmen Gibbs, directrice générale de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick (AAAPNB).

Ces femmes proviennent de toutes les disciplines et plusieurs ont goûté au succès à travers le monde.

Le 12 juin, Annie Blanchard remporte le prix Guy-Bel de l'interprète féminine au Festival Pully-Lavaux en Suisse. La chanteuse originaire de Maisonnette lance quelques mois plus tard, en septembre, son deuxième album, *Marcher vers le Nord*, qui reçoit quelques fleurs (sans pot) de la critique.

Toujours en juin, l'artiste peintre Nicole Haché, de Caraquet (et originaire de Lamèque), effectue un voyage d'exploration au Burkina Faso, où elle remporte le 2e prix pour l'ensemble de son travail.

Le 31 juillet, Joannie Benoit, de Tracadie-Sheila, devient le nouveau coup de cœur du Gala de la chanson en remportant trois prix.

Le 18 septembre, Lisa LeBlanc, de Rosaireville, est couronnée lauréate du 42e Festival international de la chanson de Granby.

Le 2 octobre, Katherine Noël, de Dalhousie, remporte, quant à elle, les honneurs au Sommet de la chanson de Kedgwick.

Au cours des dernières semaines, deux lauréates du Gala de la chanson de Caraquet toutes deux originaires de Petit-Rocher ont lancé leurs premiers albums à quelques jours d'intervalle: Hélène Godin avec *Cœur Battant* et Marie-Philippe Bergeron avec *Le complexe du gémeau*.

Celle que l'on surnomme la «diva acadienne», Sandra Le Couteur, de Pointe-Alexandre, fera de même le 25 novembre en lançant son deuxième album, *Terre natale*.

Dimanche dernier, la danseuse Janick Arseneau, de Dunlop, terminait 4e au concours télévisé pancanadien *So You Think You Can Dance Canada*.

Parmi toutes ces femmes, quelques jeunes filles font aussi tourner les regards vers elles. En février, Noémie Auffrey-Jones, 13 ans, originaire de Lamèque et demeurant à Moncton, remporte la médaille d'or des 10-12 ans du concours En scène de Drummondville au Québec.

«Là, ce que l'on remarque, c'est le nombre de femmes qui s'illustrent dans un court laps de temps. Et ça, c'est nouveau.»

- Carmen Gibbs

En juillet, Isabelle Pelletier, 12 ans, d'Edmundston, remporte la palme au concours Maritime Idol à Shédiac. La jeune fille fera également forte impression au cours des derniers jours, lors du Sommet de la Francophonie à Montreux en Suisse.

Toujours l'été dernier, Frédérique Cyr-Deschênes incarne avec brio un rôle dans *La mélodie du bonheur*, célèbre comédie musicale présentée à Montréal et mise en scène par Denise Filiatrault.

Tendance ou coïncidence, Lisa LeBlanc, elle, ne se pose pas la question. Elle en redemande, pour elle-même et pour toutes les autres, et traduit par un seul mot son bonheur de voir ses collègues avoir du succès: «Magnifique!».

«Ce qui est surtout plaisant de constater, c'est qu'il y a plus de contenu dans ce que les femmes font ces temps-ci. Les textes sont matures, les musiques sont solides... C'est vraiment beau à voir», exprime Lisa LeBlanc.

Si les nouvelles auteures-compositrices-interprètes ont autant de contenu, comme le remarque Lisa LeBlanc, serait-ce parce que la nouvelle génération a davantage le temps de peaufiner ses créations? Hélène Godin croit que oui.

«Avant, les femmes devaient s'occuper de leurs grandes familles et étaient plutôt dépendantes de leurs maris. Celles qui voulaient créer n'avaient pas forcément le temps de le faire. Aujourd'hui, les femmes se sentent peut-être moins coupables de prendre ce temps pour bien faire les choses et s'investir dans une carrière artistique», estime-t-elle.

Faire tomber les barrières

«Les femmes ont une espèce de langage différent»

CARAQUET - Être une femme dans le milieu artistique n'a rien de désagréable, selon les artistes à qui nous avons parlé. Heureuses d'exercer leur art qu'elles voient avant tout comme une passion, elles se sentent également très respectées par leurs collègues masculins. Il existe néanmoins quelques différences, subtiles, mais pas trop contraignantes, entre elles et leurs confrères.

Martin Roy
martin.roy@acadienouvelle.com

Isabelle Thériault évolue depuis longtemps comme musicienne et directrice musicale de plusieurs événements. Autrefois membre du quatuor Les Muses et de la troupe Ode à l'Acadie, elle a récemment ouvert une école de musique, l'Espace TourneSol, à Caraquet.

De sa propre expérience, la musicienne assure que dans tous les projets auxquels elle a participé, tout le monde était sur le même pied d'égalité, hommes et femmes. C'est toutefois dans l'approche musicale qu'il se dessine une certaine distinction.

«C'est comme si les femmes ont une espèce de langage différent. Ça ne s'explique pas. C'est peut-être notre esprit maternel dans notre manière d'aborder une pièce ou certains arrangements qui fait une différence. En disant ça, je ne dénigre absolument pas les façons d'aborder la musique de mes collègues masculins. Elles sont tout aussi valables. Mais la différence entre les deux est parfois sensiblement perceptible», confie Isabelle Thériault.

Lisa LeBlanc abonde dans le même sens: «J'ai toujours eu plus de difficulté à trouver une femme avec des "couilles". C'est clair pour moi qu'il y a une différence au niveau de l'écriture. Mais un moment donné, un gars comme une fille développe son propre style et peut décider de faire tomber ce genre de barrières.»

Autre barrière que de plus en plus de femmes artistes franchissent, c'est celle des métiers. En plus de composer, Lisa LeBlanc joue de la guitare, un instrument central dans sa vie de musicienne. Être femme guitariste sort toutefois des sentiers battus, encore aujourd'hui.

«Quand je vois une femme jouer de la guitare, je trouve ça tripant! On dirait qu'une femme *lead* guitariste, ça donne plus de charisme au sein d'un groupe de musique», pense Lisa LeBlanc.

Isabelle Thériault souhaiterait quant à elle voir davantage de femmes à la direction musicale et aux arrangements. Un métier qui demeure à ce jour une chasse gardée des hommes, estime-t-elle.

«Il y a de plus en plus d'auteures-compositrices-interprètes et j'en suis fière! Il y a aussi beaucoup de femmes poètes, de musiciennes, mais encore très peu de directrices musicales. Mais le métier de musicien, d'une manière générale, a beaucoup évolué. Je suis convaincue que, peu importe la branche, les femmes peuvent s'y retrouver», juge Isabelle Thériault.

Certaines inégalités

Bien que depuis les 50 dernières années les femmes font leur niche dans le monde artistique, elles peuvent être encore victimes de certaines inégalités sociales, déplore Carmen Gibbs.

«Il y a encore des métiers au niveau artistique où il n'y a pas encore d'équité. En cinéma, il reste encore du travail à faire à cet égard. Certaines données montrent que les femmes réalisatrices au pays sont moins bien payées que les hommes qui font le même travail», se désole-t-elle, en se consolant toutefois sur le fait que dans le monde musical, cette disparité entre les hommes et les femmes semble quasi inexistante.

«Je crois néanmoins que les femmes ont autant de talent que les hommes et ont un bel avenir dans le monde artistique. Le milieu est prêt pour les recevoir, la société aussi, et c'est maintenant qu'il faut en profiter», déclare Carmen Gibbs.

LA RÉALISATION ET LE WEB : UN MARIAGE COMPLEXE ET FASCINANT

Le monde de la télévision et celui du cinéma sont en constante évolution depuis leur invention, ça, tout le monde le sait. De nos jours, internet vient changer la donne pour plusieurs réalisateurs qui doivent s'initier aux rouages de la production de contenu en ligne afin de naviguer sur la vague qui déferle en ce moment dans le milieu. Le Front des réalisateurs indépendants canadiens (FRIC) a organisé, à l'occasion du Festival international du cinéma francophone en Acadie le mois dernier, une conférence sur la réalisation et le web afin de débattre des avantages et désavantages de ce moyen de diffusion qui commence à faire des petits en Acadie.

Nadia Gaudreau, L'Étoile

Daniel Dugas, Herménégilde Chiasson, Anne Worrall et Benoît Beaudoin. Photo Nadia Gaudreau

★ La production de contenu interactif en ligne n'est peut-être plus aussi nouvelle et surprenante qu'il y a une dizaine d'années, mais l'ampleur du phénomène surprend encore. Il y a eu quelques vidéos ici et là qui mettaient un temps fou à être téléchargés. Puis YouTube a causé une petite révolution au sein de l'industrie. Aujourd'hui, il est presque anormal pour un réalisateur de n'absolument rien mettre sur internet. Du contenu est dorénavant même conçu uniquement pour le web, sans jouir de plateforme traditionnelle comme le cinéma ou la télévision. Les exemples sont nombreux. En Acadie, on commence à sentir la tendance; on peut penser à des oeuvres comme Acadieman, à des sites web comme CapTV ou à des émissions généralistes comme «Welcome Back Cartier», produite par Jean-Marc Dugas.

Pour discuter du phénomène, le FRIC a convié à une même table la réalisatrice Anne Worrall de Vancouver qui a réalisé «Ouest qu'on parle français», Benoît Beaudoin de Montréal qui travaille dans le secteur des médias numériques depuis 1988 et qui est chef de l'interactivité à TV5 Québec Canada ainsi que l'artiste multidisciplinaire de Moncton Daniel Dugas qui a réalisé des projets artistiques expérimentaux à l'aide du web.

Même si tous les réalisateurs ne sont pas toujours à l'aise d'emblée avec la réalisation et le web, les trois intervenants s'entendent pour dire que l'avenir se dessine définitivement dans cette voie et qu'une toute nouvelle façon de réaliser a vu le jour au cours des dernières années.

«On ne peut plus faire de contenu linéaire. La notion d'édition prend de plus en plus d'importance. On doit miser les contenus avec différentes sources et en utilisant différents outils», explique M. Beaudoin.

Les façons de faire et les techniques changent aussi, comme l'observe Mme Worrall.

«La durée du contenu est beaucoup plus courte. Avec le phénomène YouTube, un vidéo de 5 minutes est considéré comme long, ce qui nous ramène à tout le concept de l'édition de l'oeuvre», note-t-elle.

«Le marché mobile est en émergence et c'est vrai que la tendance est au court, mais on voit peu à peu le contenu s'allonger avec les bandes passantes qui sont de plus en plus performantes. Les écrans mobiles grossissent aussi, on n'a qu'à penser au iPad, ce qui stimule aussi l'intérêt du public pour le contenu vidéo», ajoute Benoît Beaudoin.

Daniel Dugas, de son côté, se réjouit de cette démocratisation de la réalisation.

«Je pense que le web donne un pouvoir d'action aux créateurs. Tu veux faire quelque chose, tu le tournes et tu le rends disponible, c'est tout. Ça fait déjà plusieurs années que je m'intéresse à ça, donc je ne peux pas dire que c'est une nouvelle forme d'art, mais il y a certainement de nouvelles conditions de diffusion et de mise en marché.»

Car la question du modèle économique ne peut pas être détachée de ce phénomène. Bien que certaines ébauches se dessinent, il n'est pas toujours évident pour les créateurs de tirer un revenu du contenu publié en ligne. Par contre, certaines expériences se montrent plus efficaces que d'autres, comme l'explique Benoît Beaudoin.

«Il n'y a pas tellement longtemps, un utilisateur a mis un épisode au complet de la télésérie Mad Men sur YouTube. Normalement, la compagnie de production aurait demandé à YouTube de retirer la vidéo pour éviter des poursuites, mais ce qu'ils ont plutôt fait, c'est une entente de partage de revenus publicitaires sur la diffusion de l'épisode. Dans le fond, l'argent est maître et s'il y a de l'argent à faire, les gens vont trouver les solutions.»

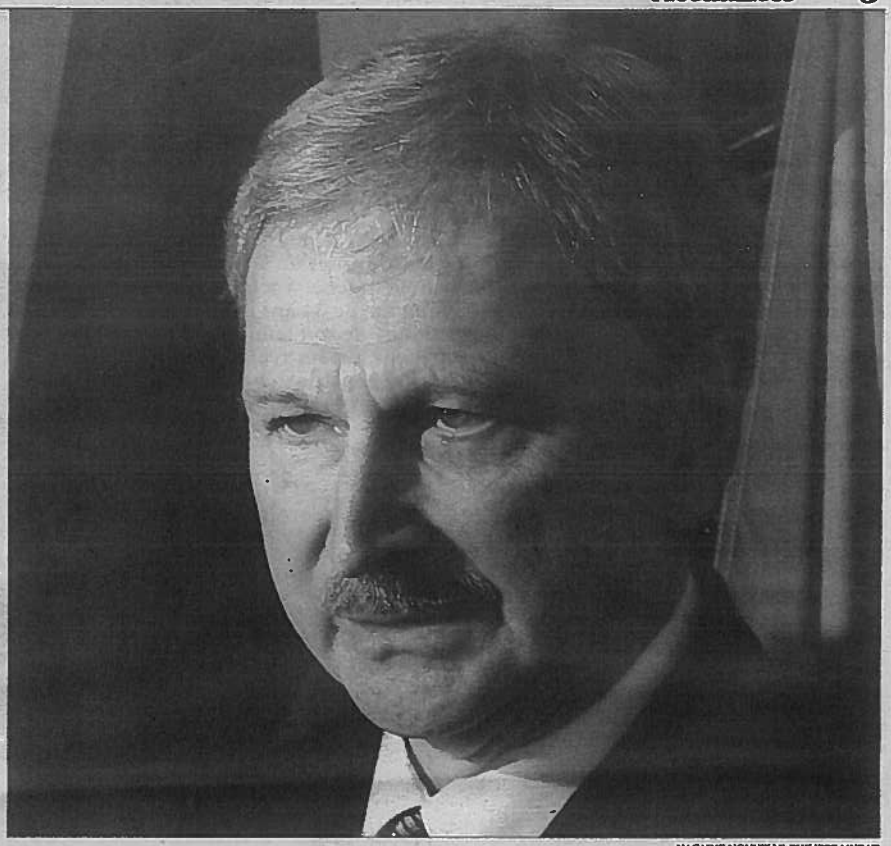
Les trois intervenants ont aussi ajouté qu'il est important que les sources de financement de la production traditionnelle ouvrent leurs portes à la production sur le web, mais qu'ils soutiennent aussi les productions dites traditionnelles qui doivent assurer leur présence en ligne, ce qui ajoute du travail aux réalisateurs.

«Ça prend beaucoup de temps, avec le tournage, le montage, le blogue, la promotion, etc. On ne peut pas faire tout seul et il faut en tenir compte dans le financement des productions», indique Anne Worrall.

«La production web se complexifie, ça demande beaucoup de monde et de coopération. J'ai parfois l'impression qu'on se dirige vers le modèle du cinéma», pense de son côté Daniel Dugas.

Le PC entreprend son programme de réduction des dépenses

Tous les ministères devront se serrer la ceinture, y compris la Santé



L'ACADIE NOUVELLE: PHILIPPE MURAT

Le ministre des Finances, Blaine Higgs, cherche des façons de réduire les dépenses du gouvernement.

FREDERICTON - Le gouvernement provincial met en branle sa stratégie en vue de réduire les dépenses de 2 % dans tous les ministères.

Philippe Murat
philippe.murat@acadienouvelle.com

Cette semaine, un site intranet (site web interne) a été créé afin de permettre aux fonctionnaires provinciaux de suggérer des moyens de réduire les coûts d'opération dans les ministères et agences gouvernementales partout au Nouveau-Brunswick.

Le ministre des Finances, Blaine Higgs, a expliqué que le but de l'exercice se résume à savoir «où pouvons-nous être plus efficaces, où pouvons-nous développer de meilleures façons de dépenser, où pouvons-nous en avoir plus pour notre argent dans nos achats?», et ce, afin d'économiser.

Le ministre Higgs, qui a pour mission d'équilibrer le budget de la province d'ici quatre ans, explique que l'on est à mettre en place «une structure qui permettra de mettre en œuvre rapidement les propositions qui seront retenues.»

Dans sa plateforme électorale, le Parti progressiste conservateur avait annoncé cette mesure qui doit permettre d'économiser 150 millions $ par année.

Le gouvernement Alward a hérité d'un déficit d'environ 750 millions $, légué par l'administration libérale précédente.

D'ici la fin de la présente année financière, l'exigence ne sera que de 1 %.

Mais à partir de l'année prochaine il faudra trouver les 2 % exigés par la nouvelle administration.

Aucun ministère n'est épargné, pas même celui de la Santé.

Mais ça aussi, les conservateurs l'avaient annoncé dans leur plateforme électorale.

«Au cours des dernières années, nous avons observé des hausses annuelles de 5 à 6 % du budget de la santé. Nous nous sommes engagés à contrôler cette augmentation afin de la limiter à 3 % annuellement. Ainsi, la réduction de 2 % qui doit être absorbée par le ministère de la Santé, provient en réalité de la croissance annuelle de son budget» explique le ministre Higgs.

L'engagement d'assurer une augmentation annuelle de 3 % au ministère de la Santé est donc maintenu.

Tous les employés de la fonction publique doivent faire partie de la solution selon le ministre qui a par ailleurs assuré que l'objectif ne comprenait pas de plan de réduction des effectifs.

«Afin d'impliquer tous les employés, vous ne pouvez pas leur demander de s'engager d'une part alors qu'ils se préoccupent de leur avenir d'autre part» a-t-il précisé.

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement se réserve le droit de faire des réductions d'effectifs par attrition.

Comme il fallait s'y attendre, les libéraux ne sont pas d'accord avec l'approche du gouvernement.

«On a un gouvernement qui choisit de couper au lieu d'investir» a déploré le nouveau président du caucus libéral Roger Melanson, «et s'il y a un secteur qui a besoin d'investissement, c'est bien la santé.»

«S'il y avait une augmentation de 5 % par année dans la santé c'est parce qu'il y a un besoin. Il y a un besoin de servir notre population vieillissante. Donc si nous n'avons pas des investissements de 5 % mais de 3 %, c'est une coupure» a tranché le député-recrue du parti libéral.

Pour ce qui est des autres ministères, M. Melanson conclut que «c'est des programmes qui vont écoper. Et la population du Nouveau-Brunswick doit être informée spécifiquement quels programmes (seront touchés) parce qu'il s'agit de programmes qui répondent à des besoins» a répété le député de Dieppe-Centre-Lewisville.

Les syndicats sont inquiets

FREDERICTON - Les syndicats n'ont pas tardé à réagir en voyant que le gouvernement Alward a décidé de sonder les moindres recoins de la fonction publique afin de réaliser des économies qui doivent remettre la province sur la voie de l'équilibre budgétaire. Il faut dénicher 150 millions $, alors que le déficit lors du dernier budget provincial s'élevait à environ 750 millions $.

Philippe Murat
philippe.murat@acadienouvelle.com

Gordon Black du Syndicat canadien de la fonction publique, de SCFP, qui représente environ 15 000 fonctionnaires provinciaux, ne voit aucun inconvénient à ce que le gouvernement demande la participation des fonctionnaires à cet effort de réflexion sur l'efficacité.

Mais il croit que l'exercice a ses limites.

«Une de nos préoccupations est que nous ne pensons pas qu'il y ait beaucoup de gaspillage. Il sera difficile de trouver 2 % dans plusieurs ministères», explique-t-il.

«Là où nous croyons qu'il y a un problème, c'est au niveau de la taxation. Le gouvernement précédent a procédé à des réductions d'impôt pour les particuliers et les entreprises qui ont affecté directement la capacité du gouvernement à offrir des services sans s'endetter», estime le syndicaliste.

Même si le ministre des Finances affirme qu'il n'est pas question pour le moment de procéder à des réductions d'effectifs dans la fonction publique, Gordon Black indique que les fonctionnaires sont inquiets.

«Chaque fois qu'il y a un nouveau gouvernement, il semble que l'on ait besoin de couper quelque part», déplore-t-il.

Quelque temps après avoir été élus, ils déclarent «que c'est bien pire que ce qu'ils croyaient», constate Gordon Black. «Et même si on trouve ces 2 %, des jours difficiles sont à prévoir», selon lui.

La santé, souffre-douleur

La présidente du Syndicat des infirmieres et infirmiers de la province, Marilyn Quinn dit que ses membres sont plus que disposes à aider le gouvernement dans sa démarche. Elle souligne que le syndicat travaille avec le ministère de la Santé depuis deux ans sur des projets qui visent justement à déterminer où l'on peut réaliser des économies.

«Ce que nous espérons, c'est qu'ils vont se concentrer sur des secteurs qui n'affecteront pas les soins aux patients» précise-t-elle.

Mais elle aussi réalise que les réformes en santé sont maintenant récurrentes et qu'elles reviennent à chaque changement de gouvernement.

«On dépense parfois tellement d'argent à cause de décisions politiques en santé», constate Mme Quinn.

«Nous avons vécu les erreurs des années 1990, alors que les compressions ont été faites trop rapidement et trop profondément.»

Il faudrait, selon elle, que l'on tienne davantage compte des soins offerts aux patients avant de sabrer n'importe comment.

«Dans le passé, nous avons vu des exemples où des compressions ont été effectuées sans discernement, et où il a fallu par la suite faire marche arriere et dépenser davantage d'argent pour corriger ces erreurs», rappelle Marilyn Quinn.

«Nous voulons nous assurer qu'ils (le gouvernement) prennent des decisions a long terme plutôt que des decisions a courte vue afin d'équilibrer un budget pour cette année», ajoute-t-elle.

ARCHIVES

Marilyn Quinn

Sur la question de la taxation et des impôts, elle rejoint l'opinion de Gordon Black.

«La santé, l'éducation et les services publics nécessitent des taxes et des impôts. Chaque fois que les gouvernements parlent de diminuer les taxes et les impôts, je ne sais pas si les citoyens réalisent que le résultat est une réduction de l'argent qui sert à financer ces services», s'interroge Marilyn Quinn.

LE SECTEUR DE LA CULTURE ESTIME AVOIR DE L'ESPOIR AVEC TREVOR HOLDER

Même si les arts et la culture n'ont pas été mentionnés spécifiquement dans le discours du Trône du nouveau gouvernement, le ministre du Mieux-être, de la Culture et des Sports, Trevor Holder affirme que l'esprit global du discours reflétait l'importance de ce secteur, notamment par le biais des secteurs du tourisme et de l'éducation. Les responsables de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick (AAAPNB) et du Conseil des arts du Nouveau-Brunswick (ArtNB) se disent préoccupés par cette omission, mais laissent le bénéfice du doute au gouvernement qui semble faire preuve d'ouverture face à leurs demandes.

Nadia Gaudreau, L'Étoile

★ Nouveau gouvernement, nouveau ministre, nouvelle approche : les organismes culturels de la province doivent encore une fois expliquer les enjeux qui les préoccupent et espérer voir certains dossiers avancer.

Certains ont été déçus de la quasi-absence de la culture dans le discours du Trône. Si les artistes n'ont pas été mentionnés explicitement (exception faite des artistes ayant reçu le prix du lieutenant-gouverneur, mentionnés dans l'introduction), on a cité indirectement la culture par le biais de sujets comme le tourisme, l'éducation et les langues officielles : «Votre gouvernement continuera à promouvoir une société qui appuie le bilinguisme officiel et à renforcer la culture et les traditions des deux communautés linguistiques du Nouveau-Brunswick», pouvait-on lire.

Pas un mot par contre sur le statut socio-économique des artistes, la promotion des arts ou le développement culturel. Le nouveau ministre a toutefois commencé au cours des deux dernières semaines à rencontrer les différents acteurs du milieu culturel.

Selon la directrice générale de l'AAAPNB, Carmen Gibbs, il faut d'abord faire un travail de sensibilisation auprès des nouveaux élus et laisser la chance au coureur.

«On vit ça avec tous les nouveaux gouvernements. En rencontrant le ministre, on se positionne pour changer la mentalité faire de la sensibilisation. Je suis toujours étonnée de voir qu'on ne mentionne pas un secteur aussi vital que les arts et la culture pour la qualité de vie des citoyens et citoyennes», souligne Mme Gibbs.

Le nouveau président d'ArtNB, Tim Borlase, abonde dans le même sens.

«Les arts et la culture courent toujours le risque de se faire oublier et pourtant l'économie créative est essentielle pour rendre la province un endroit agréable où vivre. Cela nous préoccupe que les arts et la culture n'aient pas été mentionnés dans le discours, mais nous avons eu de bonnes discussions avec le ministre et nous avons l'espoir qu'il soit ouvert à nos demandes. J'ai hâte de voir ce que nous pourrons accomplir et peut-être que ce sera mentionné dans le prochain discours du Trône», expère M. Borlase.

Le ministre Trevor Holder, qui avait déjà dans le passé occupé le rôle de ministre de l'Environnement dans le gouvernement de Bernard Lord, ne pense pas que cette omission soit un signe que les arts et la culture ne soient pas importants pour le premier ministre ou le gouvernement.

«Regardez, ce que je peux vous dire c'est que, comme ministre, je serai là pour promouvoir les communautés culturelles de la province des deux langues officielles ainsi que des premières nations. Dans les prochaines semaines, vous verrez, je serai aux quatre coins de la province. Même si cela n'a pas été mentionné dans le discours du Trône, comme certaines personnes l'auraient voulu, je ne pense pas qu'on doive s'inquiéter», affirme-t-il en entrevue.

Même s'il ne parle pas français - il promet toutefois qu'il s'attellera à la tâche sous peu - Trevor Holder a offert de l'espoir à l'AAAPNB quant à la mise en oeuvre de la Statégie globale pour l'intégration des arts et de la culture dans la société acadienne au Nouveau-Brunswick, une feuille de route lancée il y a un an et demi et qui est en cours de traduction en anglais, au bénéfice de la communauté artistique anglophone de la province, souligne le ministre. Cette ouverture d'esprit enthousiasme Carmen Gibbs.

«Le nouveau ministre est venu nous rencontrer et il a trouvé notre travail très intéressant, particulièrement en ce qui concerne la Stratégie globale. Il veut travailler à la mettre en oeuvre. Nous avons senti de toute l'équipe qu'il y a un intérêt. M. Holder a déjà été ministre de l'Environnement et je pense qu'il comprend que les arts aussi contribuent à améliorer la qualité de vie de la population et qu'on ne peut pas seulement penser en termes de développement économique», croit Mme Gibbs.

Tant du côté de l'AAAPNB et qu'ArtNB, on croit qu'il sera possible de faire avancer certains dossiers dans les prochains mois.

«Nous avons pu lui parler assez tôt et je pense qu'il sera possible d'unir nos forces, indique Tim Borlase. Je suis optimiste, malgré la récession, et je pense qu'on pourra travailler avec eux, améliorer notre communication. Mais c'est certain qu'on n'a pas eu d'engagements de leur part.»

Trevor Holder affirme qu'il étudiera les options possibles pour améliorer le statut socioéconomique des artistes, même si à cause de la situation économique difficile de la province, il ne peut pas faire de promesses financières.

Trevor Holder. Photo contribution

Le cadeau que tout le monde va échanger !

EDMUNDSTON
Un monde d'excellence
TOYOTA

Poste : Coordonnateur (trice) marketing

Lieu : Edmundston

Type d'emploi : Permanent, temps plein
Domaine principal : Marketing
Années d'expérience pertinente minimum : 2 ans et plus
Scolarité minimum : Baccalauréat

Description : Que diriez-vous de faire carrière au sein d'un environnement de travail stimulant vous permettant d'enrichir vos compétences ? Bénéficiez d'un soutien et d'un accompagnement qui vous permettra d'évoluer dans une équipe dynamique ! Joignez-vous à nous.

Tâches incombant au poste : Le département des ventes a pour mission de faire croître les parts de marché et d'assurer la rétention de la clientèle tout en offrant un service de qualité exceptionnelle.

- Gestion de projets
- Suivi téléphonique avec les clients
- Mise à jour régulière de la base de données
- Remplacement de la réceptionniste au besoin
- Travaille de façon efficace et respecte les délais
- Mesure la qualité de service à la clientèle dispensé par l'équipe de vente
- S'exprime couramment et rédige dans les deux langues officielles
- Participe activement à l'élaboration des stratégies de vente, sollicitation et fidélisation
- Élabore et effectue un suivi rigoureux des activités de ventes, de développement et de la qualité du service
- Maintient un niveau croissant de connaissances sur les produits et services offerts

Exigences :

L'ACADIE PERD UNE GRANDE FEMME

L'Etoile Restigouche 2 décembre 201

La communauté culturelle du Nouveau-Brunswick est sous le choc à la suite du décès de Monique Gauvin, 61 ans, survenue vendredi soir, sur la route 8 à Miramichi. Carmen Gibbs, directrice générale de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick (AAAPNB), se souvient de Mme Gauvin comme d'une grande femme acadienne et une très bonne amie.

Marc-Samuel Larocque, L'Étoile

HL'Étoile a joint Mme Gibbs lundi, alors qu'elle était auprès de la famille de Monique Gauvin, pour les appuyer dans cette dure épreuve.

La directrice générale de l'AAAPNB n'avait que de bons mots au sujet de son ancienne collègue et amie. Elle nous a expliqué l'impressionnant parcours de Mme Gauvin, qui a toujours lutté pour le développement des arts et de la culture.

Photo: Contribution

«Lors des états généraux, où nous avions voulu intégrer les arts et la culture dans tous les secteurs de l'Acadie, Monique a été embauchée par l'association afin de développer, à partir des 54 recommandations, une stratégie globale qui est déclinée sur 10 ans. Cette stratégie touche tous les secteurs, surtout auprès des jeunes», soutient Mme Gibbs.

De plus, Monique Gauvin était impliquée dans plusieurs causes qui touchaient l'éducation des arts et de la culture.

«Elle s'est notamment impliquée dans le dossier de l'éducation art et culture, afin d'améliorer l'enseignement des arts et pour qu'il y ait une meilleure présence des artistes en milieu scolaire. Elle a aussi travaillé pour mettre sur pied une table de concertation art et culture, et une table permanente, c'est déjà un legs. Et elle a, par sa plume, aidé au développement de toute cette stratégie-là», continue Carmen Gibbs.

Monique Gauvin n'a pas seulement oeuvré dans le domaine artistique, elle s'est aussi battue pour d'autres causes, soutient la directrice générale. «Monique, depuis toujours, est une grande femme. Elle est une femme de cause et elle est une grande féministe. Elle a travaillé pour l'amélioration du sort des pêcheurs dans les années 70. Elle a aussi travaillé pour les expropriés de Kouchibouguac. C'est une femme qui ne cédait pas, elle avait des principes et elle ne pliait jamais dessus. Elle était d'une grande droiture.»

«L'Acadie, en plus de perdre une de ses grandes chercheuses, perd aussi une de ses grandes femmes. Et moi, je perds une grande amie», nous confie Mme Gibbs, avec une très forte émotion dans la voix.

Pour sa grande amie, Monique a été une personne très importante dans le développement de l'Acadie. «Elle a définitivement contribué à l'essor et au dynamisme de l'Acadie. Par exemple, si Monique n'avait pas été là, je ne crois pas que l'Université de Moncton se serait dotée d'une politique contre le harcèlement sexuel, une politique qui est maintenant en vigueur. Elle en est une grande pionnière», conclut-elle.

B10
Culture p. B11 à B13
Sports p. B14 et B15

POUR NOUS JOINDRE
nfo@journaletoile.com

Directeur général : Wilbrod Laplante
laplantewilbrod@journaletoile.com
06394 9635
Rédacteur en chef : Réal Fradette
radette.real@journaletoile.com
063970698
Journaliste : Marc-Samuel Larocque
larocque.marc-samuel@journaletoile.com
06398 6272
Représentant publicitaire :
Hermel Volpé
volpe.hermel@brunswicknews.com
06383 2555
Adjointe Administrative :
Jeanne D'Arc Doiron
doironjeanne@journaletoile.com
06398 6863
Superviseur de la distribution :
Réal Richardson
richardson.real@timesandtranscript.com
063987070

policiers seront très présents sur
outes au cours des prochaines se-
nes afin de contrer l'alcool au vol-
Photo Presse Canadienne

lcool
u volant

ITE DE B1

cemment, elle a plaidé sa cause
mission de Denis Lévesque, sur
ondes de LCN. Elle a aussi don-
quelques conférences dans des
es. Au printemps, elle doit pub-
n livre sur ces événements et ses
séquences.

me sens frustrée. Ce n'est pas une
ue je vis, c'est l'enfer. Je ne dors pas
uit. Quand je vais en ville, j'ai tout
mps peur de voir des personnes
ont me rappeler cette histoire. Je
s tout le temps de croiser celui qui
Francesca. Je crois que ces mes-
s vont aider à comprendre qu'il
mps que le Nouveau-Brunswick
e réellement en aide à nous, les
nes», espère-t-elle.

présidente nationale de MADD
da, Denise Dubyk, a indiqué que
pense trop souvent aux statis-
s de la conduite avec facultés
olies et pas assez au fait que cha-
de ces statistiques représente en
n être humain.

s vidéos nous rappellent que ce
beaucoup plus que des chiffres
ont en cause. Elles touchent les
eurs en illustrant l'impact terrible
conduite avec facultés affaiblies
int de vue d'une seule personne
ne seule famille», fait-elle part.

ool NB est partenaire dans la
ption et la diffusion de ces mes-
«percutants» et «poignants», a
é son président Daniel Allain.

s témoignages personnels vont
er les Néo-Brunswickois, est-il
adé. La prochaine fois qu'une
nne pensera à prendre le volant
'elle n'est pas en état de condu-
s messages de Kali et de Liette
eront peut-être à serrer ses clés
ouver un moyen sécuritaire de
r à la maison.»

Photo- Contribution

L'ACADIE PERD UNE GRANDE FEMME

La communauté culturelle du Nouveau-Brunswick est sous le choc à la suite de la mort de Monique Gauvin, 61 ans, survenue vendredi soir, sur la route 8 à Miramichi. Carmen Gibbs, directrice générale de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick, se souvient de Mme Gauvin comme d'une grande femme acadienne et une très bonne amie.

Marc-Samuel Larocque, L'Étoile

★ L'Étoile a joint Mme Gibbs lundi, alors qu'elle était auprès de la famille de Monique Gauvin, pour les appuyer dans cette dure épreuve.

La directrice générale de l'AAAPNB n'avait que de bons mots au sujet de son ancienne collègue et amie. Elle nous a expliqué l'impressionnant parcours de Mme Gauvin, qui a toujours lutté pour le développement des arts et de la culture.

«Lors des états généraux, où nous avions voulu intégrer les arts et la culture dans tous les secteurs de l'Acadie, Monique a été embauchée par l'association afin de développer, à partir des 54 recommandations, une stratégie globale qui est déclinée sur 10 ans. Cette stratégie touche tous les secteurs, surtout auprès des jeunes», soutient Mme Gibbs.

De plus, Monique Gauvin était impliquée dans plusieurs causes qui touchaient l'éducation des arts et de la culture.

«Elle s'est notamment impliquée dans le dossier de l'éducation art et culture, afin d'améliorer l'enseignement des arts et pour qu'il y ait une meilleure présence des artistes en milieu scolaire. Elle a aussi travaillé pour mettre sur pied une table de concertation art et culture, et une table permanente, c'est déjà un legs. Et elle a, par sa plume, aidé au développement de toute cette stratégie-là», continue Carmen Gibbs.

Monique Gauvin n'a pas seulement oeuvré dans le domaine artistique, elle s'est aussi battue pour d'autres causes, soutient la directrice générale. «Monique, depuis toujours, est une grande femme. Elle est une femme de cause et elle est une grande féministe. Elle a travaillé pour l'amélioration du sort des pêcheurs dans les années 70. Elle a aussi travaillé pour les expropriés de Kouchibouguac. C'est une femme qui ne cédait pas, elle avait des principes et elle ne pliait jamais dessus. Elle était d'une grande droiture.»

«L'Acadie, en plus de perdre une de ses grandes chercheuses, perd aussi une de ses grandes femmes. Et moi, je perds une grande amie», nous confie Mme Gibbs, avec une très forte émotion dans la voix.

Pour sa grande amie, Monique a été une personne très importante dans le développement de l'Acadie. «Elle a définitivement contribué à l'essor et au dynamisme de l'Acadie. Par exemple, si Monique n'avait pas été là, je ne crois pas que l'Université de Moncton se serait dotée d'une politique contre le harcèlement sexuel, une politique qui est maintenant en vigueur. Elle en est une grande pionnière», conclut-elle.

> ***L'Acadie, en plus de perdre une de ses grandes chercheuses, perd aussi une de ses grandes femmes. Et moi, je perds une grande amie.***
>
> - Carmen Gibbs

Un hiver doux

L'Étoile 2 décembre 2010

Droits d'auteurs: les artistes du N.-B. sont inquiets

Ils estiment que le projet de loi C-32 leur entraînera des pertes de revenu

ARCHIVES

Les artistes souhaiteraient recevoir une redevance sur chaque lecteur de fichiers MP3 vendu.

DIEPPE - Le projet de loi fédéral C-32 sur les droits d'auteur rate sa cible, estiment des organisations qui représentent les artistes au Nouveau-Brunswick.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

À leur tour, les représentants des artistes néo-brunswickois dénoncent ce projet du gouvernement fédéral qui comprend des propositions qui risquent de nuire aux créateurs.

Ce projet de loi, déposé par le gouvernement conservateur le 2 juin, vise à moderniser la Loi sur le droit d'auteur. Il permettrait entre autres aux Canadiens de copier légalement des oeuvres musicales à des fins personnelles.

Le projet suscite de vives inquiétudes en Acadie.

«Pour nous, c'est clair que ça manque la cible. Le milieu n'a pas du tout été consulté avant de faire ces propositions de changements à la loi. À différents niveaux, ce qu'on est en train de faire, c'est de carrément enlever les redevances aux artistes», a déclaré le responsable des services aux artistes à l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick (AAAPNB), Dominic Langlois.

Bien qu'il souhaite une réforme de la Loi sur les droits d'auteur afin de l'adapter aux changements technologiques, Jean Surette, de Musique NB, soutient qu'avec ce projet législatif, l'artiste sera moins protégé que ce qu'il est présentement.

«C'est complexe comme loi, mais de ce que j'ai compris, ça sert plutôt les grandes entreprises, comme les fournisseurs de service Internet. Il y a très peu de choses pour les artistes», a-t-il mentionné.

Par exemple, une redevance est perçue actuellement sur la vente de supports vierges (CD, DVD, cassette) pour être ensuite redonnée aux créateurs. Toutefois, avec l'utilisation croissante des appareils tels que les lecteurs MP3 et les iPod, les ventes de CD et de DVD vierges diminuent, faisant ainsi chuter les sommes redistribuées aux artistes. Le projet de loi ne prévoit pas étendre ce système de redevance à l'ensemble des appareils audionumériques. L'AAAPNB aurait souhaité qu'il le fasse.

«En Europe, en ce moment, quand on achète un iPod, il y a une somme à l'achat de conservée pour permettre de payer les droits aux auteurs. Après, quand les consommateurs vont télécharger de la musique en ligne, c'est fait légalement parce que leurs redevances ont été payées lorsqu'ils ont acheté l'appareil. Ce modèle aurait pu être imité», a expliqué Dominic Langlois.

D'après les informations recueillies par M. Langlois, la vente de disques au pays a diminué de 50 % depuis cinq ans et celle des revenus tirés des copies privées (sur CD, DVD et cassette) a dégringolé de 60 % pour la même période.

En déposant ce projet de loi, le gouvernement fédéral dit avoir voulu rétablir un équilibre entre les consommateurs et les ayants droit (bénéficiaires des droits d'auteur). Parmi les mesures, on favorise l'utilisation de serrures numériques, mais, d'après les organisations artistiques de la province, ce n'est pas le meilleur moyen de contrer le piratage et d'assurer un revenu aux créateurs. Le projet de loi prévoit aussi des exceptions qui inquiètent les artistes. Les organismes qui les représentent sont favorables à la circulation de leurs œuvres, mais ils exigent des redevances.

«La majorité de nos membres utilisent le web et placent des extraits de leur travail sur Internet, mais dans le but d'en tirer des revenus dans le futur. S'il n'y a pas de redevances, comment voulez-vous qu'ils vivent», a ajouté Dominic Langlois, ajoutant que ce projet de loi n'affecte pas seulement le domaine musical, mais l'ensemble des disciplines artistiques.

En bref... L'AAAPNB invite la population à signer la pétition électronique sur le site de Culture équitable... Une centaine d'artistes du Québec ont envahi la Colline parlementaire, à Ottawa, cette semaine, afin de dénoncer le projet de loi. Déposé en juin, le projet de loi a passé en deuxième lecture cet automne. Il reste maintenant la troisième lecture. Seul le Bloc s'est prononcé, pour l'instant, contre la proposition...

L'ACADIE NOUVELLE-SYLVIE MOUSSEAU

Les jeunes créateurs peuvent maintenant mieux se faire connaître

MONCTON - Les jeunes artistes ont maintenant un répertoire artistique en ligne. La Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (FJFNB) a lancé ce nouvel outil d'échanges qui permettra aux créateurs âgés de 14 à 24 ans de mieux se faire connaître.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Selon la présidente de la FJFNB, Madeleine Arseneau, le répertoire électronique Émergence répond à un réel besoin, et ce, autant pour les artistes que pour les organisateurs d'événements, diffuseurs et le grand public.

L'ensemble des artistes émergents de toutes les disciplines artistiques sera maintenant sur un même site.

«Nous recevons régulièrement des appels d'écoles et d'organisateurs d'événements qui sont à la recherche de jeunes artistes et ils veulent savoir comment les joindre», a déclaré Madeleine Arseneau, en conférence de presse, hier, au Théâtre Capitol.

contribué à médiatiser ces jeunes créateurs, a indiqué la présidente. Le groupe Xéno, gagnant d'Accros de la chanson 2009-2010, s'est déjà inscrit dans le nouveau répertoire.

«C'est bien d'écrire une chanson, mais si elle n'est pas partagée, ça ne vaut pas grand-chose», a affirmé Éric Maillet, du groupe Xéno, qui estime que le répertoire va leur permettre de se rendre encore plus accessibles.

En plus du profil de l'artiste, on pourra y retrouver des nouvelles, des extraits audio, des vidéos, des photos et les contacts, ainsi qu'un calendrier des activités.

«Sur le site en général, il y a aura aussi des nouvelles de tous les artistes. Ça rejoint les jeunes parce que ça ressemble un peu à Facebook», a poursuivi Madeleine Arseneau.

Émergence permettra donc aux gens intéressés par un artiste de le joindre facilement. Au dire de Madeleine Arseneau, Émergence sera en quelque sorte un tremplin pour les artistes vers une carrière future.

«Alors, les artistes de 14 à 25 ans, on veut vous voir la face sur Émergence sera très populaire.

Yannick Mainville, de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick, juge que ce répertoire constitue un outil de ralliement des jeunes artistes francophones de la province.

Le groupe Xéno, qui figure aussi sur Myspace, est bien heureux qu'un répertoire soit créé en français.

«Myspace est un bon site, mais c'est en anglais strictement. Émergence va nous permettre de faire nos choses en français, comme on aime», a ajouté Éric Maillet.

Pour s'inscrire sur Émergence, les artistes devront, entre autres, fournir une liste de présentations d'œuvres au public, comme des spectacles, des pièces de théâtre, des lectures publiques, des expositions, etc. De plus, ils devront détenir une formation spécialisée; cela peut inclure des cours de théâtre à l'école, des cours de musique privés, de la formation avec Art sur roues ou Accros de la chanson. Enfin, ils doivent s'engager à consacrer du temps à la pratique artistique en français et avoir

Le Centre culturel Aberdeen a besoin de 750 000 $

L'édifice subit présentement une importante cure de jouvence

MONCTON - Le Centre culturel Aberdeen invite le grand public à donner généreusement à sa campagne de financement, une initiative ayant pour objectif d'amasser les sommes nécessaires pour compléter les importantes rénovations entamées au centre des artistes en février.

Justin Dupuis
justin.dupuis@acadienouvelle.com

L'ACADIE NOUVELLE: JUSTIN DUPUIS

Serge Patrice Thibodeau, président du conseil d'administration du Centre culturel Aberdeen, Gino LeBlanc, président du cabinet de la campagne, et Bernard Imbeault, coprésident d'honneur de la campagne.

Construit en 1917, le centre était menacé de fermeture si d'importants travaux n'y était pas effectués, notamment la consolidation de l'édifice et l'installation de gicleurs et d'un système de chauffage adequat.

Il y a presque un an, le projet de réfection du Centre culturel Aberdeen était lancé grâce à des fonds de 2 millions $ provenant de la Ville de Moncton et des gouvernements provincial et fédéral.

Désormais, on lance l'appel aux citoyens afin de faire preuve de générosité et de combler le manque à gagner nécessaire pour les travaux, un projet totalisant plus de 3 millions $.

Ainsi, le Centre culturel Aberdeen lançait, hier, une ambitieuse campagne de financement intitulée «Soyons créatifs», l'objectif étant de recueillir 750 000 $.

Étant un passionné des arts et de la culture, Gino LeBlanc a volontiers accepté de présider le cabinet de la campagne.

«Il y a 17 ou 18 ans, la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick avait son bureau au premier étage, dans une salle de classe du centre, il y avait encore le tableau au mur. C'était vraiment mes débuts, de travailler au développement de la communauté acadienne, et j'ai des souvenirs mémorables du centre. En plus, ma fille est venue ici, au Club 6-12. C'est un bijou pour Moncton, l'Acadie et le Nouveau-Brunswick, donc c'était clair, pour moi, qu'on ne pouvait pas laisser le centre disparaître», a-t-il expliqué pendant la conférence de presse annonçant le lancement de la campagne.

M. LeBlanc précise que pas moins de 40 bénévoles participeront à l'effort et il dit avoir bon espoir que l'objectif sera atteint, voire dépassé.

Les choses sont d'ailleurs déjà bien parties afin d'y arriver. Gino LeBlanc était visiblement fier d'annoncer que 400 000 $ ont déjà été récoltés grâce à des sommes importantes de différents entrepreneurs et organismes de la région, notamment les religieuses de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur et la famille Savoie de Construction Acadienne.

Serge Patrice Thibodeau, président du conseil d'administration du centre, note que l'argent récolté grâce aux dons servira également a l'embellissement du Centre culturel.

«Nous savions que nous ne pouvions pas tout avoir (du gouvernement). La campagne de financement va nous aider à réaliser les travaux d'esthétique. Par exemple, il y a des pierres du perron des trois entrées qui commencent à se détacher, il reste des petites retouches à faire sur les briques de la façade extérieure, nous voulons installer de nouveaux auvents et il y aura probablement des tableaux numériques lumineux qui seront installés du côté de la rue Botsford afin d'annoncer les activités du centre», précise M. Thibodeau.

Le Centre culturel s'est entouré de personnalités avec un bon réseau de contacts afin que la collecte de fonds connaissance le succès voulu.

Ainsi, Jamie Irving et Andrée Savoie agiront à titre de coprésidents des dons majeurs et Bernard Imbeault et Roxane Reeves ont accepté le rôle de coprésidents d'honneur.

Plusieurs autres individus se sont également joints à l'effort, entre autres Viola Léger, Herménégilde Chiasson et Clarence LeBreton, eux aussi membres du comité d'honneur.

En bref... Le Centre culturel Aberdeen a profité du lancement de la campagne «Soyons créatifs» pour inaugurer son nouveau site Internet (www.centreculturelaberdeen.ca)...

Les rénovations accusent un retard de deux mois

MONCTON - Si les travaux de rénovation du Centre culturel Aberdeen vont bon train depuis un an, ils affichent déjà des retards assez importants; une situation ayant forcé le déménagement temporaire des locataires de l'édifice.

Depuis février, la réfection du Centre culturel Aberdeen progresse. Si les rénovations entamées dans le sous-sol sont à peu près terminées, le projet connaît déjà certains retards.

«Nous avons eu de mauvaises surprises, concède Serge Patrice Thibodeau, président du conseil d'administration du centre. Lorsque les ouvriers ont commencé les travaux au sous-sol, ils se sont aperçus qu'il y avait une couche de champignons entre le béton et le plancher dont on ne soupçonnait pas l'existence. Il a donc fallu arracher complètement le plancher. De plus, toute la tuyauterie du système d'eau et égout était pourrie. Ils ont donc dû creuser cinq pieds dans le sol avec des marteaux pneumatiques.»

Ajoutez à cela une pénurie d'ouvriers dans la région, les travaux affichent désormais des retards d'environ deux mois.

«On se croise les doigts pour que la construction soit terminée pour février, mais nous prenons ça avec philosophie et on se dit que ça pourrait être plus tard ce printemps. Il faut quand même être réaliste, c'est un vieux batiment», précise-t-il.

S'il note que le désagrément entraîne des délais pour le projet de rénovation, M. Thibodeau souligne qu'il occasionne également des frais supplémentaires qui pourront heureusement être amortis par la campagne de financement lancée hier.

Malgré tout, les gestionnaires d'Aberdeen ne sont pas restés les bras croisés et ont pris certaines mesures afin de récupérer le temps perdu. Ainsi, l'ensemble des locataires du deuxième et troisième étage a été déménagé dans des locaux un peu partout en ville, tandis que les enfants qui fréquentent la garderie du centre ont intégré des locaux des rues Park et King.

«Ce déménagement plus ou moins forcé aura permis d'accélérer les travaux au premier et deuxième étage. Il y avait aussi une question de sécurité et de confort qui rentrait en ligne de compte, parce qu'il y avait beaucoup de bruit et de poussière; c'était donc difficile de travailler dans nos locaux», de dire Serge Patrice Thibodeau. - JD

Le rêve européen passe par les contacts et le travail

MONCTON - Les tournées internationales coûtent cher. Alors, comment rentabiliser ses sorties à l'étranger? Trois professionnels de l'industrie de la musique de l'Acadie et de la France ont discuté des possibilités de réseau, hier, à la FrancoFête.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Initié d'abord par l'agente d'artiste et spécialiste des communications Carol Doucet, le projet d'un centre de ressources internationales acadien (CRIA) est en voie de réalisation. Ce centre d'information qui serait virtuel est maintenant parrainé par la Stratégie de promotion des artistes acadiens sur la scène internationale (SPAASI).

Carol Doucet qui a fait un stage de six mois à Grenoble en France avec la compagnie Ovniprod, afin de mieux comprendre le monde du spectacle européen, rêve depuis longtemps à la création d'un réseau en Europe. Elle demeure convaincue que la seule façon de développer des tournées d'artistes acadiens en Europe est de travailler avec les entreprises européennes.

«Un réseau international ne peut pas se faire sans que les artistes eux-mêmes aient des tourneurs en Europe», a-t-elle mentionné, citant l'exemple de Joseph Edgar qui n'aurait certainement pas eu de tournée en France, s'il n'avait pas travaillé avec Ovniprod et une maison de production à Paris.

D'après Mme Doucet, il y a tellement de détails administratifs à régler que les diffuseurs préfèrent négocier avec des agents de tournée sur place ou des spécialistes dans le domaine qu'avec l'artiste lui-même. En ayant un agent de tournée, il est possible aussi d'ajouter des dates de spectacles.

Le musicien et représentant du secteur musique de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick, Sébastien Michaud, souhaite qu'un réseau acadien se mette en place en Europe, afin de rendre les tournées plus rentables.

«Il faut souvent aller en Europe, en sachant qu'on va pratiquement perdre de l'argent», a soulevé le musicien qui a tourné avec plusieurs formations dont Les Païens et Fayo.

Selon Mme Doucet, les artistes doivent êtres bien préparés avant d'entreprendre une tournée en Europe. C'est pourquoi le CRIA contribuerait certainement à fournir des outils aux artistes. Le coordonnateur de la SPAASI, Philippe Beaulieu, qui a animé la table ronde, a précisé que ce centre virtuel qui se veut interactif, fournira de l'information sur l'exportation à l'international, des liens vers les sites des artistes, des postes d'écoute, ainsi qu'un calendrier de tournées. Pour l'instant, le CRIA est encore à l'étape de projet. Les responsables ont rencontré hier des bailleurs de fonds des gouvernements provincial et fédéral qui semblent intéressés à cette initiative, ont indiqué Carol Doucet et Philippe Beaulieu.

Le consultant chez Wagram Music, Christian Bordarier, considère que la meilleure façon de percer en Europe est de prendre sa carrière en main, tout en précisant que le marché de la musique est de plus en plus difficile en France.

«Quand on prend le temps de travailler à sa carrière, on peut arriver à vivre de son métier», a affirmé le conteur Florian Lévesque alias Monsieur Flo, qui exerce ce métier depuis 12 ans.

Philippe Beaulieu a déploré le fait que bien qu'il y ait plusieurs ateliers offerts aux artistes pendant la FrancoFête, ils sont peu nombreux à y assister.

L'ACADIE NOUVELLE:SYLVIE MOUSSEAU

Christian Bordarier, Philippe Beaulieu, Sébastien Michaud et Carol Doucet ont pris part à une table ronde sur la nécessité de mettre en place un réseau acadien de musique en Europe.

Pro MeDiC-CB.INC
Croix Rouge canadienne
1er anniversaire
Produits :
• Scooter 4 roues
• Produits médicaux pour clinique, foyer de soins, etc.
• Paramédic
• Policier
• Pompier
et beaucoup plus...
NOUVEAUTÉ
Produits pour pompiers
1309, av. St-Pierre
Bathurst
(506) 545-0300
(506) 394-5523
La Clé Chanceuse
1603826-1
www.promedic-cb.com

Les enfants sont hospitalisés pour la grippe plus souvent qu'aucun autre groupe d'âge.
Grâce au vaccin antigrippal annuel, votre enfant a 90 pour cent plus de chance d'éviter l'hospitalisation à cause de la grippe saisonnière. Protégez votre enfant. Obtenez le vaccin antigrippal. Gratuit pour les enfants âgés de six mois à 18 ans, les femmes enceintes, les parents et tout individu qui habite avec des enfants de moins de cinq ans, les personnes souffrant de maladies chroniques et les personnes âgées. Soyez protégé.
Visitez le gnb.ca/grippe ou composez le 811 pour plus d'information.
New Nouveau Brunswick
1600304-1

Changez une vie à tout jamais et adoptez un des enfants du Nouveau-Brunswick en attente d'une famille permanente.
Renseignez-vous en composant le 1 877 J'ADOPTE

Gino LeBlanc se dit content

Gino LeBlanc

MONCTON - Le commissaire sur l'avenir de l'école francophone, Gino LeBlanc, se dit satisfait de la suite donnée à son rapport.

Après la publication du rapport de la Commission LeBlanc sur l'avenir de l'ecole francophone au N.-B., en juin 2009, le gouvernement provincial accordait une somme de 200 000 $ afin de mettre sur pied un comité de travail pour donner suite aux recommandations, une initiative qui a donné naissance au Groupe d'action de la Commission sur l'école francophone (GACÉF).

Malgré la mise sur pied du comité, plusieurs groupes de la province avaient denonce la lenteur du gouvernement Graham à agir face aux recommandations du rapport, une grogne qui s'est apaisée alors que Fredericton annonçait que 5,7 millions $ seraient affectés à de nouvelles initiatives en éducation francophone.

Ces résultats enchantent l auteur du rapport sur l'avenir de l'école francophone.

«Je suis content de la ou sont rendues les choses, a affirme Gino LeBlanc. Concrètement, tout le monde voit les progrès et ce fameux 5,7 millions $ est important. Ça fait toute une différence. J'ai visité des ecoles ou nous avons embauche des agents de développement communautaire et développé des outils pédagogiques sur l'identité.»

L'orientation que semble vouloir donner le gouvernement Alward en matière d'éducation francophone laisse aussi presager le mieux, puisque le ministre Carr et le premier ministre laissent entendre qu'ils continueront à déployer les recommandations de son rapport.

D'ailleurs, Gino LeBlanc qualifie «la décision du nouveau gouvernement de changer la petite enfance du ministère du Développement social au ministère de l'Éducation, c'est une bonne nouvelle» et un pas dans la bonne direction. Certes, la dualite n a toujours pas été confirmee à niveau, mais si nous «laissons temps au gouvernement de décider», elle sera atteinte «de facto» grâce au fonctionnement de ce dernier ministère.

«C'est important pour les Acadiens d'aussi contrôler le préscolaire, poursuit-il. C'est là où on gagne ou on perd nos francophones.» - JD

École francophone: les travaux progressent bien

Le groupe d'action est satisfait de l'appui du gouvernement Alward

MONCTON - Le Groupe d'action de la Commission sur l'école francophone (GACÉF) se dit rassuré que le gouvernement de David Alward donnera suite au rapport de Gino LeBlanc sur l'avenir de l'école francophone.

Justin Dupuis
justin.dupuis@acadienouvelle.com

Mardi, le GACÉF terminait sa huitième rencontre. Ce groupe, crée par le gouvernement Graham après le dépôt du rapport sur l'avenir de l'école francophone, a pour mandat de donner suite aux recommandations formulées par le commissaire Gino LeBlanc.

Pendant leur rencontre, le nouveau ministre de l'Éducation, Jody Carr, est venu leur démontrer son «appui et celui du premier ministre de notre gouvernement» à leur travail de suivi.

M. Carr a aussi fait savoir que son ministère, comme évoqué dans la plateforme du parti, respecterait les 5,7 millions $ promis annuellement afin de donner suite aux recommandations de Gino LeBlanc

Interrogee a ce sujet, la présidente du GACÉF s'est réjouie de la nouvelle. Fort de cet appui, explique-t-elle, le groupe peut maintenant s'attarder à chiffrer le manque-à gagner nécessaire afin que l'ecole francophone soit en mesure de réaliser sa double mission, soit la transmission des connaissances academiques et la construction identitaire et culturelle.

Anne-Marie Gammon précise toutefois que c'est surtout du côté du deuxième volet de la mission que les défis sont importants.

En effet, en août, un rapport d'un groupe d'experts, mandaté par le GACÉF afin d'étudier la formule de financement du ministère de l'Éducation, concluait que les fonds accordés par Fredericton ne suffisent pas au réseau scolaire francophone afin de satisfaire sa mission identitaire et culturelle.

D'ici janvier, le GACÉF, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et les districts scolaires de la province, s'attardera à chiffrer les recommandations du rapport LeBlanc susceptibles d'améliorer la situation.

À la suite de l'exercice, le GACÉF devra toutefois embaucher un expert indépendant afin de valider l'exercice et rédiger un rapport à être présenté à la province, une situation, affirme Mme Gammon, qui sera compliquée par le gel d'embauche imposé par le gouvernement Alward à la suite de son élection.

Mardi, le groupe a aussi établi quels éléments du rapport LeBlanc sont jugés prioritaires, un exercice qui permettra de dresser un plan d'action avec un échéancier pour chacune des recommandations.

ARCHIVES

Anne-Marie Gammon, présidente du Groupe d'action de la Commission sur l'école francophone, affirme qu'il reste beaucoup de travail à faire, notamment du côté des districts scolaires.

Si Anne-Marie Gammon note que les travaux du GACÉF progressent bien, elle affirme que la corvée ne vient que de commencer.

Les districts francophones devront, par exemple, tous entamer une réflexion afin de déterminer quels sont leurs besoins afin de pouvoir s'assurer que les écoles agissent en tant que passeurs culturels.

«Dans chacun des districts, les besoins sont asymétriques. Par exemple, dans la région de Moncton, la francisation est peut-être beaucoup plus importante que dans la Péninsule acadienne, les besoins ne sont pas pareils», explique-t-elle.

Tout ça sans compter que les districts devront aussi entamer une réflexion à savoir si les outils en place, ou ceux qui viendront, donnent les résultats escomptés.

Entreprise Péninsule et ses partenaires vous invitent au

1er Forum en économie du savoir de la Péninsule acadienne.

Pour mieux comprendre l'économie du savoir et en tirer profit!

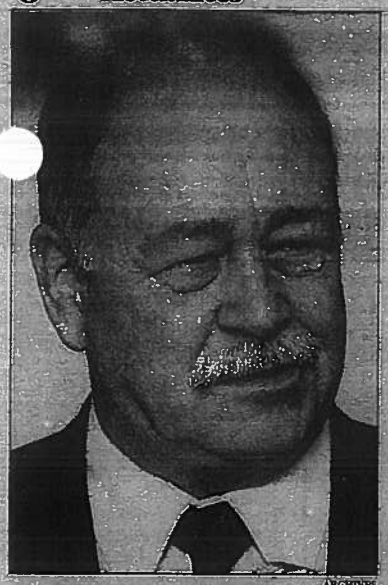
QUAND :
Mercredi, le 24 novembre 2010, demi-journée (7 h 15 - 13 h)

OÙ :
École des Pêches à Caraquet

DROIT D'INSCRIPTION :
15 $ (comprend le déjeuner et dîner)

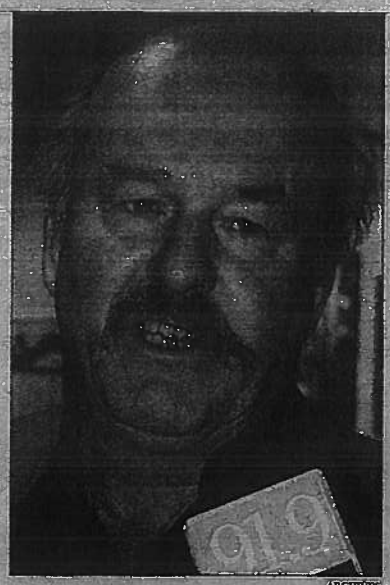
Veuillez vous inscrire avant le 19 novembre 2010 en communiquant avec :
Sylvie Robichaud au 506-764-9876 poste 208
(du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30)

Pour toutes demandes de renseignement ou/ et pour recevoir la programmation :
Israël LeBouthillier, au 506-764-9876, poste 203 ou à israel.lebouthillier@rdee.ca
Ghislain Comeau au 506-395-2261 ou à ghislain.comeau@ent-peninsule.ca



ARCHIVES

Roland Haché



ARCHIVES

Jean-Marie Nadeau

ARCHIVES

Trevor Holder

Une Semaine du patrimoine 2011 sans les organismes francophones

FREDERICTON - Aucun organisme francophone ne figure parmi la liste des partenaires organisateurs de la Semaine du patrimoine 2011. La liste des 12 partenaires organisateurs comprend notamment le Secrétariat des affaires autochtones ainsi que le Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick.

Philippe Murat

philippe.murat@acadienouvelle.com

Le président de la Société d'histoire du Nouveau-Brunswick, Jean-Marie Nadeau, n'a pas caché son étonnement en prenant connaissance de cette liste.

«Il est à se demander comment tout se fait que l'Association acadienne des artistes professionnel.les n'est pas là-dedans non plus.»

Le thème choisi pour la Semaine du patrimoine 2011 - Célébrons les forêts qui nous entourent, qui se déroulera du 14 au 21 février, ajoute aussi à la pertinence de la présence acadienne au sein des partenaires organisateurs, selon M. Nadeau, qui ajoute que la communauté acadienne a beaucoup vécu de la forêt aussi, quand on regarde tout le nord de la province.

M. Nadeau a même ajouté qu'il aurait été approprié d'inclure une représentation de la communauté noire du Nouveau-Brunswick puisque le mois de février est consacré à l'héritage africain.

Mais le ministre du Mieux-être, de la Culture et du Sport, Trevor Holder, a indiqué qu'il était pas au courant de la liste des organismes partenaires au sein de l'organisation de la Semaine du patrimoine.

Il a promis de se pencher sur la situation.

Selon le député libéral Roland Haché, cette réponse du ministre démontre qu'il n'est pas au courant de ses propres dossiers. Le député de Nigadoo-Chaleur dit par ailleurs déplorer le fait que le ministre et son principal adjoint ne puissent s'exprimer en français.

La Semaine du patrimoine est un événement annuel au Nouveau-Brunswick dont le ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport fait la promotion depuis 1994.

«Chaque année, en février, les organismes patrimoniaux, les collectivités, les [illegible], les centres d'accès et les bibliothèques organisent des activités partout dans la province afin de souligner le passé diversifié du Nouveau-Brunswick», a affirmé par voie de communiqué le ministre du Mieux-être, de la Culture et du Sport Trevor Holder.

Il a ajouté que sur «sur la scène nationale, le Nouveau-Brunswick est un chef de file en matière de célébration de la Semaine du patrimoine. Ce thème convient particulièrement bien à l'année 2011, car celle-ci marque aussi le 100e anniversaire de la fondation de Parcs Canada, en tant que premier service de parcs au monde».

La Semaine du patrimoine comprend notamment deux dates importantes, soit le Jour du drapeau national, le 15 février, ainsi que le Jour du patrimoine national, le 21 février.

Des trousses de planification de la Semaine du patrimoine 2011 seront disponibles dès la mi-décembre.

En visitant Internet (www.gnb.ca/patrimoine), on peut trouver 111 suggestions pour souligner la Semaine du patrimoine.

LES PARTENAIRES

Voici la liste des partenaires organisateurs de la Semaine du patrimoine 2011, telle que publiée par le gouvernement provincial:

- Secrétariat des affaires autochtones
- Société d'histoire nationale du Canada
- Ministère du Patrimoine canadien
- Conseil des archives du Nouveau-Brunswick
- Fondation Héritage Canada
- Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick
- Le projet Histoire du travail au Nouveau-Brunswick
- Musée du Nouveau-Brunswick
- Commission de la capitale provinciale du Nouveau-Brunswick
- Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick
- Temple de la renommée sportive du Nouveau-Brunswick
- Parcs Canada

Source: Ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport

Plus de 30 000 $ pour les plus démunis

CAMPBELLTON – Le téléthon diffusé dimanche sur les ondes de Rogers pour le compte de l'Association d'action communautaire et bénévole du Restigouche a permis d'amasser 30 800 $.

Jean-François Boivert

restigouche@acadienouvelle.com

Ce montant est destiné à la confection de paniers de Noël pour les plus démunis de la région du Restigouche, soit de Saint-Quentin à Jacquet River.

La récolte est quelque peu en deçà de l'objectif initial de l'organisme qui était de 35 000 $. Rachelle Ouellette, directrice par intérim de l'organisme, est toutefois persuadée que celui-ci sera atteint hors des ondes.

«C'est ce qui est arrivé l'an dernier. Nous avions le même objectif que cette année, mais nous n'avions alors recueilli que 26 000 $ sur les ondes. Par la suite, d'autres dons sont rentrés et ça a fait grimper le montant total à 42 000 $. Je suis donc certaine que nous allons également atteindre notre objectif cette année, surtout que nous avons fait mieux sur les ondes», souligne Mme Ouellette, rappelant au passage que l'organisme continue bien, évidemment, d'accepter les dons en argent.

«On a eu une année très difficile, ici, avec les incendies de nos deux bâtisses (Campbellton et Dalhousie) et je crois que c'est pour cela que les gens ont été aussi généreux. Pour ce qui est des paniers de Noël, nous devrions commencer leur confection bientôt. Cela dit, les prix des denrées augmentent sans cesse alors c'est certain qu'on invite les gens à donner un dernier petit coup», poursuit la directrice.

Mme Ouellette rappelle également qu'elle accepte les dons de jouets destinés à accompagner les paniers des familles ayant de jeunes enfants. «Les jouets sont les bienvenus. Nous en avons en ce moment environ une cinquantaine, alors que nous en faudrait au moins 200», ajoute Mme Ouellette.